



# Le monde en 2025

Quelles réponses pour  
l'Union européenne?

*DOCUMENT DE DISCUSSION  
NOVEMBRE 2007*

DV\691248FR.doc

**FR**

**FR**



# Le monde en 2025

## Quelles réponses pour l'Union européenne?

### Table des matières

<b>Avant-propos</b>	4
<b>Introduction</b>	5
<b>Synthèse</b>	7
<b>I. L'Europe bien dans sa peau</b>	12
<b>II. Les défis mondiaux à venir</b>	14
<b>III. Options politiques pour l'Europe</b>	19
Mondialisation et économie numérique	19
Démographie et immigration	23
Terrorisme et sécurité	28
Énergie et environnement	35
<b>IV. Implications pour l'Union européenne</b>	40
Gouvernance européenne: valeurs, identité et frontières	40
Le rôle vital du Partenariat transatlantique dans un monde multipolaire	45
<b>V. Conclusions</b>	50

## AVANT-PROPOS

*Le document intitulé «Le monde en 2025: Quelles réponses pour l'Union européenne?»* constitue une contribution importante au processus de décision de la politique européenne de centre-droit. Il s'agit d'un document remarquable, fruit des efforts de nombreuses personnes participant au Réseau européen d'idées (réseau de think tanks parrainé par le groupe PPE-DE pour rassembler des élus et des conseillers politiques, des universitaires, des experts externes et des représentants de la société civile).

Au cours des douze derniers mois, les membres du Réseau, les think tanks et les fondations politiques ont travaillé en douze groupes de travail thématiques et en sept task forces en vue d'analyser en détail les questions soulevées et de fournir les réponses politiques possibles. Les réunions se sont déroulées dans toute l'Europe – Bruxelles, Paris, Londres, Berlin, Budapest, La Haye, Bonn et Madrid – ainsi qu'à Washington DC, pour connaître leur apogée lors de l'université d'été annuelle, qui s'est tenue cette année à Varsovie.

Le présent document de discussion est une nouvelle initiative majeure de l'EIN en vue de fournir aux principaux décideurs européens de centre-droit des informations à jour sur les futurs choix, défis et objectifs à plus long terme que d'habitude. Il reste très ouvert à toute discussion. L'intention est de recevoir des commentaires d'un large éventail de contributeurs afin de développer et d'affiner son analyse et ses conclusions.

J'espère que le présent document sera largement reconnu comme important, qu'il contribuera de manière constructive au débat et qu'il stimulera une grande discussion sur les thèmes clés qu'il examine.

*Joseph Daul, député européen  
Président du groupe PPE-DE*

## INTRODUCTION

On dit souvent qu'on résiste à l'invasion des armées, mais pas à l'invasion des idées.

À l'approche de la deuxième décennie de ce 21<sup>e</sup> siècle, le monde est devenu un lieu où les individus communiquent dans l'instant présent, où il suffit d'appuyer sur un bouton pour faire transiter l'actualité par divers réseaux de presse mondiaux, et où les frontières n'ont jamais eu si peu de signification dans un passé récent.

Au cours des 500 dernières années, les Européens ont montré la voie à suivre sur le plan des idées, de l'exploration et de la démocratie, s'appuyant sur le principe d'État de droit en tant que socle de nos sociétés. Mais les choses évoluent.

Les idées, qu'elles soient politiques ou scientifiques, n'ont jamais circulé aussi librement, loin du 20<sup>e</sup> siècle et de son lot de soulèvements massifs nés des conflits idéologiques.

La vitesse à laquelle interviennent ces changements en a pris plus d'un au dépourvu. Certains se sentent à l'aise dans ce nouvel environnement; d'autres, plus préoccupés par ses répercussions négatives, s'en sentent exclus.

De plus en plus, les problèmes globaux nécessitent des réponses globales. Personne ne niera l'existence de ces changements, pas plus que le caractère irréversible de certains d'entre eux.

Au cours de ces soixante dernières années, l'Europe a su trouver les réponses pour surmonter nos différences profondes et œuvré main dans la main pour porter haut nos valeurs communes et favoriser la prospérité.

Désormais, il importe de se doter d'une vision et d'anticiper l'avenir, qui reste encore flou si l'on se penche sur les objectifs spécifiques à long terme. Au cours des 50 années à venir, nous devrions canaliser toujours plus nos énergies afin de permettre à ceux qui n'ont pu accrocher le wagon occidental de se joindre à nous. Cette étape sera bénéfique pour tous et aidera l'Europe à asseoir sa prospérité et sa stabilité.

Il ne suffit pas de songer à l'horizon 2025 pour se faire une idée précise des circonstances qui caractériseront cette époque. L'Histoire regorge d'exemples de tentatives manquées de prédire l'avenir. Il suffit de songer au Club de Rome ou encore au célèbre rapport de 1967 rédigé par le *Hudson Institute* et qui faisait l'impasse sur le développement de la micropuce.

Toutefois, en partageant les informations et les expériences, les réseaux sont en mesure de suggérer ce que peut être la meilleure voie à suivre tout simplement en favorisant une discussion aussi vaste que possible sur les idées, les faits et les

points de vue les plus répandus. De cette manière, les gouvernements sont à même de prendre des décisions et de rendre celles-ci plus compréhensibles aux yeux de la majorité des citoyens.

C'est dans cette perspective que le Réseau a choisi de rédiger le présent document, après un vaste processus de consultation, afin de proposer des idées concernant les principaux défis politiques à venir et les réponses que l'Union européenne pourrait apporter.

*James Elles*  
*Président de l'EIN*  
*Octobre 2007*

## SYNTHÈSE

Au cours de l'année 2007, le Réseau européen d'idées a lancé un projet d'envergure visant à identifier les défis et les choix clés auxquels seront confrontés les décideurs au sein de l'UE et de ses États membres dans les 20 prochaines années, et à développer des idées prospectives pour les relever. Cet exercice vise à promouvoir une plus grande cohérence dans le processus d'idées de la politique européenne de centre-droit.

Le présent document pose les questions relatives aux tendances qui prévaudront au cours des 20 prochaines années. Une fois que celles-ci seront identifiées, cela nous permettra de prendre les décisions nécessaires pour assurer que les Européens pourront asseoir une prospérité durable et continuer à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Il n'est pas possible de faire une évaluation précise des conditions qui prévaudront en 2025. Toutefois, en rassemblant des informations et des expériences, les réseaux peuvent aider à suggérer la meilleure voie à suivre tout simplement en encourageant le plus grand débat possible sur les idées, faits et choix fondamentaux. De cette manière, les gouvernements pourront prendre des décisions qui seront mieux comprises par les citoyens.

C'est dans ce but que le présent document a été élaboré par l'EIN pour avancer des idées sur les principaux défis politiques à venir et pour souligner quelles sont les mesures à prendre par les responsables des programmes des partis politiques. Il est arrivé aux six conclusions suivantes:

1. – Un grand changement de tempo est en cours concernant les questions en cours de discussion et on assiste à un transfert de l'accent des questions institutionnelles vers les défis mondiaux à venir. Ces 60 dernières années, les Européens sont parvenus à trouver des moyens de résoudre leurs différences et de promouvoir leurs valeurs communes et leur prospérité tous ensemble. Toutefois, la vitesse de l'évolution s'accélère alors que les questions deviennent de plus en plus mondiales et nécessitent des solutions mondiales. L'Europe donne l'impression de ne pas réagir assez rapidement à ces changements.
2. – Ces défis à venir sont très importants en taille et en profondeur. Ils sont également à long terme par nature et ne peuvent être résolus à court terme. Dès lors, il convient désormais davantage d'envisager le futur avec une vision claire.
3. – Dans cet environnement mondial en pleine évolution, aucun État membre n'est en mesure de relever seul ces défis. L'UE et ses États membres doivent jouer un rôle crucial pour aider à comprendre ce que ces défis signifieront pour les citoyens européens et les encourager à se tourner vers l'extérieur avec optimisme et confiance.
4. – Dans un monde multipolaire, l'Europe doit rester en contact avec tous les acteurs, mais le renforcement des liens transatlantiques sera essentiel pour répondre à ces défis, et en particulier à ceux relatifs à l'économie, à l'énergie, à l'environnement et à la sécurité. Une nouvelle structure de partenariat transatlantique sera nécessaire. Ces défis seront mieux relevés par l'Occident si le partenariat transatlantique est renforcé à cet effet. La coopération transatlantique accrue en matière de politique économique et réglementaire et la suppression des barrières non tarifaires restantes pour le commerce et les investissements seront nécessaires afin de réaliser le marché transatlantique.

5. – Dans un monde globalisé fondé sur l'économie numérique, l'élément le plus essentiel sera l'individu. Cela étant, l'éthique bureaucratique de l'Union européenne et de ses États membres devra s'adapter afin de réactualiser la gouvernance européenne. Les citoyens se tournent vers les nouvelles technologies pour demander des comptes aux dirigeants politiques, pour discuter d'idées et pour faire campagne en faveur de changements politiques.

6. – Pour l'UE, il faudrait désormais moins se concentrer sur l'extension de ses frontières à l'Est. L'Europe a perdu du temps dans le processus constitutionnel au cours des 5 dernières années, sans suffisamment veiller à s'adapter plus rapidement à un monde touché par une concurrence économique féroce, des menaces stratégiques vitales et des changements technologiques et culturels rapides. Les frontières de l'UE devraient maintenant être fixées et une période de temps substantielle devrait être convenue pour renforcer la cohésion interne de l'Union, afin de permettre un véritable sens de l'identité pour les citoyens européens. Cela permettra de concentrer nos efforts pour résoudre les défis à venir, sans être continuellement distraits par l'élargissement de l'UE, qui pourrait potentiellement affaiblir sa capacité à rester un partenaire mondial valable. Cette définition des frontières de l'UE ne signifie pas la fin du processus d'élargissement, mais elle poussera l'UE à d'abord penser à ses propres intérêts – sa capacité d'intégration – plutôt qu'à permettre aux États qui le désirent de la rejoindre.

Plus spécifiquement, le document se concentre sur quatre domaines politiques majeurs auxquels il faut consacrer plus de temps et d'efforts en vue de traiter des questions urgentes qui ne peuvent plus attendre.

- Compétitivité et économie mondiale

La mondialisation modifie rapidement l'équilibre mondial entre les pays. La Chine et l'Inde devraient représenter 50 % du PIB mondial d'ici 2060. C'était le cas en... 1820. Cette réémergence de l'Asie en tant que puissance économique mondiale constituera un grand défi pour l'Europe. C'est aux Européens de décider si ce futur déclin relatif de l'Europe par rapport à l'Asie restera, au cours des vingt prochaines années, la conséquence d'un simple exercice de rattrapage, ou s'il signifiera que l'Europe est désormais en passe d'être définitivement dépassée par des nations plus jeunes et plus dynamiques.

Il n'y a qu'une stratégie possible pour éviter les conséquences politiques désastreuses qui résulteraient d'un tel déroulement. L'Europe doit être un précurseur de l'ère de l'information. Elle doit dompter l'économie de la connaissance, vu que les technologies de l'information touchent désormais tous les domaines politiques. La tâche ne sera pas aisée. Il ne sera possible de renverser la tendance qu'en améliorant l'éducation, l'innovation et l'esprit d'entreprise. À cet effet, l'Europe devra faire fi de sa rigidité et de ses réglementations mercantiles qui empêchent le développement d'un esprit d'entreprise dynamique. Si l'Europe veut profiter de toutes les opportunités offertes par la mondialisation continue au cours de vingt prochaines années, il est impératif qu'elle accroisse la concurrence au sein des systèmes éducatifs nationaux et à l'échelle mondiale. Il s'agit là d'une des principales priorités de l'Union pour 2025.

- Démographie et immigration

Le problème le plus fondamental et le plus délicat en Europe est son faible taux de natalité. Dans le monde entier, le taux de natalité annuel est de 21 pour mille; aux États-Unis, il est de 14, et en Europe, de 10. Augmenter le taux



moyen de 10 à 11 pour mille permettrait au moins de stabiliser la population européenne, même si cela ne compenserait pas le déclin de la population active. Afin d'éviter ce déclin, il faudrait une croissance encore plus importante du taux de natalité. Des études récentes ont montré que si le taux de natalité reste au faible niveau actuel, tous les dix ans, la population européenne diminuera de 30 à 40 millions d'individus. Si elles se confirment, ces tendances auront des incidences profondes sur tous les aspects de la vie en Europe, notamment sur les pensions, les transports, les logements, etc.

Pour relever les défis et saisir les opportunités du changement démographique, les législateurs européens devront encourager des taux de natalité plus élevés, augmenter l'âge de la pension et de la retraite, accroître le taux de participation de la main-d'œuvre, promouvoir la hausse de la productivité des travailleurs actuels, encourager le travail à temps partiel et l'adaptabilité des travailleurs au moyen d'incitants juridiques et financiers.

Concernant l'immigration, les pays européens devront repenser leurs politiques d'immigration légale, qui sont dirigées vers les travailleurs non qualifiés et les remplacer, au moins en partie, par des politiques facilitant l'immigration de travailleurs qualifiés. Des efforts devraient être consentis pour augmenter les qualifications des immigrés de longue date et pour utiliser leur multilinguisme, ainsi que leur expérience de la notion d'interculturalité. Des mesures devront être prises pour rendre l'Europe plus attrayante par rapport au reste du monde, afin d'attirer et de retenir les travailleurs qualifiés et d'inverser la fuite des cerveaux. Enfin, les problèmes spécifiques de l'intégration de deuxième génération devront être traités plus en détail qu'avant, dans l'intérêt des immigrés et des populations d'origine.

#### ▪ Terrorisme et sécurité

La démocratie de libre marché du vingt-et-unième siècle a ouvert des sources d'informations et conçu de nouveaux systèmes de communication, facilitant les voyages, les réseaux internationaux et la mobilité des étudiants dans une mesure sans précédent. Au cours des vingt prochaines années, ces tendances croîtront de manière exponentielle. Ces développements ont créé un nouveau type d'ennemi qui profite de la liberté d'accès aux informations, de la facilité de communiquer et de voyager. La nouvelle menace reflète la diversité de l'ère de l'internet. La démocratie est attaquée par une «cyber-mobilisation», permettant aux ennemis potentiels de recruter leurs partisans dans le monde entier.

Leur tactique vise à entraver, puis à détruire, la supériorité morale des démocraties, par exemple, en cherchant à les forcer à renoncer à l'État de droit pour défendre la justice. Plutôt que de les affronter directement, cet ennemi sans visage préfère provoquer les démocraties à pratiquer l'hypocrisie, à prendre des mesures qui choqueront les plus modérés dans les régions clés et affaibliront le soutien interne.

Il n'y a pas de remède miracle au terrorisme. La fermeté politique, la détermination de la population à résister, l'établissement de mesures de plus en plus complexes et subtiles de lutte contre le terrorisme, la réduction des causes de mécontentement et la marginalisation des terroristes peuvent se combiner pour créer des circonstances propices à l'élimination de la menace terroriste. Toutefois, la clé du succès dans la victoire contre l'insurrection mondiale pourrait en fait consister à briser l'attaque en traitant de manière différente les divers théâtres d'opération et en développant des États fondés sur le droit capables de fournir des bénéfices à leurs citoyens et d'établir des

institutions démocratiques. L'Union doit continuer d'accorder la priorité à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde entier.

Tous les Européens doivent être conscients de l'importance de lutter pour leurs valeurs et de la manière dont celles-ci doivent être défendues face aux menaces terroristes de tous types. Une coopération étroite avec ces gouvernements basée sur cette compréhension commune est essentielle.

Un défi clé pour les sociétés démocratiques européennes sera d'intégrer politiquement et économiquement les groupes sociaux qui se sentent actuellement exclus et amers. Des mesures devront être prises pour stimuler le dialogue interculturel, pour renforcer la position des musulmans modérés majoritaires et pour isoler les extrémistes.

Pour permettre tout cela, il faudra une direction claire pour trouver un équilibre entre les mesures supplémentaires de sécurité et le respect des valeurs démocratiques et des libertés individuelles.

- Énergie et environnement

Ce qui fait l'importance de la période actuelle, c'est la rapidité du changement et la croyance répandue qu'il ne s'agit pas d'un phénomène naturel.

La manière la plus radicale de relever le défi climatique est de tenter ensemble d'arrêter le changement climatique en appliquant le protocole de Kyoto. Toutefois, il existe une alternative potentiellement plus productive consistant à choisir une «stratégie d'adaptation» basée sur le concept selon lequel la solution aux défis du changement climatique sera trouvée grâce aux progrès technologiques. Des recherches et des investissements sont nécessaires pour aider à trouver de nouvelles technologies capables d'améliorer la manière dont nous, occidentaux, et nos voisins du monde entier, vivons dans et avec notre environnement. Une stratégie plus prometteuse consiste à ne pas entraver les sources de marché pour la croissance économique et la réussite technologique, mais à capitaliser sur la société de la connaissance, engendrée par la mondialisation.

Concernant l'énergie, à moyen terme, la seule technologie énergétique susceptible d'avoir un impact significatif sur la fourniture d'énergie est le nucléaire. D'autres solutions, comme les éoliennes ou les biocarburants ne peuvent que contribuer faiblement à accroître l'approvisionnement en énergie. Elles ne peuvent constituer que des suppléments locaux. L'interdiction du développement de l'énergie nucléaire doit dès lors être levée. Le défi fondamental est de reconstituer un consensus populaire autour de l'énergie nucléaire.

L'Union européenne et ses États membres devraient accorder des crédits et des incitants fiscaux à l'industrie, aux petites entreprises, aux régions locales et aux municipalités, ainsi qu'aux propriétaires d'habitations et aux consommateurs, afin d'encourager la recherche, le développement et l'adoption rapide des technologies liées à l'énergie renouvelable et à la pile à hydrogène. Mais le grand défi pour l'UE au cours des vingt prochaines années consistera à stimuler l'esprit de compétition et l'environnement déréglementé, ainsi qu'à améliorer les capacités et l'enseignement, qui offriront aux Européens la meilleure chance d'être parmi les premiers à tirer pleinement profit de ces nouvelles opportunités technologiques.

Le document se termine en rappelant que tous ces défis et solutions sont étroitement liés. Par exemple, l'innovation est liée à la démographie et à l'immigration, mais l'immigration est à son tour liée au terrorisme et à la sécurité, tandis que la sécurité est liée aux questions environnementales et énergétiques. Par conséquent, si cet exercice parvient à alerter les législateurs sur les dangers à venir, il faut souligner que des mises à jour régulières seront nécessaires pour suivre tous les changements qui affecteront sûrement ces relations au fur et à mesure des événements.

## I. L'EUROPE BIEN DANS SA PEAU

Automne 2007, les Européens semblent mener une vie agréable. Vue des États-Unis, d'Asie ou d'Amérique latine, l'Europe paraît prospère, stable, s'appuyant sur l'État de droit et la démocratie comme postulats de base.

Les progrès accomplis par l'Europe et ses États membres depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale sont à tous égards remarquables. Hantés par l'expérience de deux conflits mondiaux en moins de trente ans, les dirigeants européens de la période d'après-guerre se sont engagés à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter une nouvelle destruction à l'échelle du continent.

Regroupant au départ six pays membres – représentant environ 170 millions d'habitants en 1957 – la Communauté économique européenne (ancêtre de l'Union européenne) accueille aujourd'hui 27 pays et pas moins de 500 millions de citoyens. La déclaration prononcée à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Union européenne souligne ce processus unique et les progrès considérables accomplis depuis lors.

Déterminée et tournée vers l'avenir, l'Union européenne a cultivé une capacité propre à résoudre les problèmes de ses États membres en développant le concept de société d'États en réseau<sup>1</sup>, capables de réaliser leurs ambitions en unissant leurs efforts dans certains domaines spécifiques.

Ces décisions ont donné la possibilité aux citoyens européens de mener une vie plus prospère que jamais. Les principes qui sous-tendent le marché unique leur simplifient la vie en favorisant le flux libre et continu des marchandises, des services, des individus et des capitaux par-delà les anciennes frontières de l'Empire.

L'économie européenne est aujourd'hui en bonne santé et a permis de créer davantage d'emplois dans la zone euro – 13,1 millions depuis 2000 – qu'aux États-Unis au cours de la même période. Le tableau est encore plus frappant si l'on y intègre des pays non membres de la zone euro, comme le Royaume-Uni. À l'est, les derniers arrivés dans la maison Europe connaissent une croissance équivalente à de nombreux pays d'Extrême-Orient. À titre d'exemple, le taux de croissance actuel de la Pologne est comparable à celui de l'Inde, et l'économie tchèque connaît une croissance plus rapide que celle de Taïwan ou de Malaisie. De plus, la zone euro génère un excédent commercial qui contraste avec les 830 milliards de dollars de déficit des États-Unis, malgré un marché de taille similaire.

Pour l'Union, le mandat négocié récemment par la présidence allemande en vue d'un traité de réforme – qui pourrait être ratifié dans l'année – constitue une étape importante à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle. Le traité mettra un terme à l'impasse institutionnelle qui entrave l'évolution de l'Union depuis son élargissement à 27 membres et lui permettra de concentrer ses efforts sur des aspects plus importants, comme la sécurité énergétique, les changements climatiques et les relations avec le monde extérieur.

---

<sup>1</sup> Manuel Castells, «La société en réseau», 1996.

La coopération plus poussée dans le domaine de la justice et des affaires intérieures devrait contribuer à répondre aux menaces qui pèsent sur l'Europe en matière de sécurité. Toutefois, la lutte contre le terrorisme doit être menée de front avec les États-Unis. Le renforcement de la coopération transatlantique observé ces dernières années doit en effet beaucoup à la menace terroriste qui hante tant l'Union européenne que les États-Unis.

Certaines voix continuent cependant de s'élever pour blâmer Bruxelles. Les vives critiques adressées à l'Europe portent notamment sur l'interférence inutile et le surplus de bureaucratie qu'entraîne la législation communautaire dans certains domaines. En outre, l'absence supposée de responsabilité des fonctionnaires communautaires et l'idée répandue selon laquelle les structures de contrôle des fonds gérés par l'Union présentent des faiblesses renforcent l'impression d'un «déficit démocratique» qui sera difficile à combler.

La période d'intense débat constitutionnel touche à sa fin. En revanche, le débat sur les défis mondiaux passe peu à peu à la vitesse supérieure. Le débat couvre des sujets tels que le besoin d'innovation et de compétences face au rythme soutenu de la mondialisation, les transformations démographiques et l'immigration, le terrorisme et la sécurité, sans oublier la sécurité énergétique et les changements climatiques.

Les Européens peuvent être satisfaits de la manière dont ils ont remédié aux problèmes du 20<sup>e</sup> siècle. Toutefois, il convient de trouver une réponse à une autre question, toujours plus urgente: ne sommes-nous pas en train de nous reposer sur nos lauriers? Serons-nous à même de répondre aux défis mondiaux qui marqueront le 21<sup>e</sup> siècle et nécessiteront une coopération efficace tant au niveau européen qu'international? Quelles sont les tendances qui se profilent au cours des vingt années à venir et qui, une fois clairement identifiées, nous permettront de prendre les décisions nécessaires pour asseoir une prospérité durable et de continuer à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale?

## II. LES DÉFIS MONDIAUX À VENIR

Depuis la chute du Mur de Berlin à la fin de l'année 1989, l'Europe a traversé une période de changement révolutionnaire. Ce changement a heureusement pris une dimension pacifique. Les principales modifications ont affecté les structures de l'Union européenne, tant en termes de composition que de compétences, avec en point d'orgue la proposition de traité de réforme qui devrait être finalisée d'ici la fin 2007.

Si, à maints égards, les changements apportés au processus d'élaboration des politiques ont été confinés au cadre délimité par ses frontières, le système international a en revanche subi d'importantes évolutions auxquelles l'Union européenne a réagi de manière sporadique, donnant l'impression de répondre aux événements au lieu de tenter de leur donner forme par une stratégie mûrement réfléchie.

Avec l'expansion rapide des réseaux de presse mondiaux, les problèmes qui touchent des régions jadis considérées comme éloignées sont aujourd'hui connus de tous instantanément. Nous ne pouvons rester indifférents au sort d'autrui ou aux défis qui se posent à l'humanité. L'Europe, lorsque cela s'avère possible, doit être capable de se montrer à la hauteur et d'aider les deux tiers de la population mondiale qui restent en dehors du système mondial.

Dans le cadre de cet exercice, le Réseau d'idées européen doit beaucoup aux travaux de la Fondation pour l'innovation politique. Cette dernière a lancé un vaste processus de discussion sur les principaux rapports prospectifs consacrés au monde en 2025 publiés par le *National Intelligence Council*, un organe consultatif de la CIA, et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne.

Aux fins de la présente analyse, les défis mondiaux à venir – qui, par nature, obéissent à un horizon à long terme – sont analysés ci-après selon trois grandes dimensions: sécuritaire, politique et économique, sous réserve de modification de l'équilibre entre ces différents éléments par des événements imprévisibles.

### **DIMENSION SÉCURITAIRE**

La certitude déplaisante qui caractérisait la Guerre froide a aujourd'hui cédé la place à une relative incertitude, de nature toutefois plus sereine. Bien que les puissances occidentales et la liberté aient triomphé de la Guerre froide, tant sur le plan militaire qu'économique, la première décennie de ce 21<sup>e</sup> siècle est désormais marquée par diverses préoccupations et voit l'émergence de plusieurs pays désireux de faire valoir leurs priorités au niveau mondial.

En Occident, nous avons pris l'habitude de réfléchir en termes de menace venue de l'Est. Désormais, les défis sont bien plus variés et diffus. Le terrorisme constitue une grande source d'inquiétude pour les sociétés occidentales, menacées de destruction par des groupes djihadistes radicaux qui se servent de la liberté de communication par l'internet pour fomenter des attentats contre les points faibles et les éléments les plus vulnérables de nos systèmes.

À cela vient se greffer la menace de la prolifération des armes nucléaires, elle aussi facilitée par l'internet et l'accès aisé aux informations que celui-ci permet. Les enjeux associés à la confrontation actuelle avec l'Iran sont considérables. Si l'Iran parvenait à ses fins, il serait alors difficile de prédire le nombre de pays devenus puissances nucléaires d'ici 2025.

Il conviendra également de se pencher sans délai sur la question des États défaillants. Il est inacceptable de constater que près de 50 pays sur les 200 et quelques États que l'on compte dans le monde demeurent incapables de se gouverner, laissant leur population vivre dans de piètres conditions. D'ici 2025, ces pays doivent être ramenés dans le système international.

La soif de ressources naturelles ne fera que s'accélérer, ce qui aura des implications potentielles pour la sécurité européenne et la politique de défense. Les Chinois ont une longueur d'avance sur leurs concurrents concernant les ressources futures, et signent des contrats d'approvisionnement à long terme avec l'Iran et le Soudan pour le pétrole, et avec d'autres pays africains pour les matières premières. Avec ses gigantesques ressources en gaz et en pétrole, la Russie retrouve peu à peu son rang de puissance mondiale et se sert de cette position pour défendre ses intérêts – plus soucieuse d'asseoir ses revendications territoriales que de faire bénéficier ses citoyens de programmes de formation d'informatique?

Ce n'est pas parce que la menace militaire semble avoir reculé ces dernières années qu'elle ne réapparaîtra plus jamais à l'avenir. Pour s'en convaincre, il suffit par exemple de lire une récente publication intitulée «*China's New Great Leap Forward, High technology and Military Power in the Next Half-Century*»<sup>1</sup>. La Russie, la Chine et quelques pays d'Asie centrale viennent de créer l'Organisation de coopération de Shanghai, une organisation régionale dont il est encore de difficile d'affirmer si elle aura une vocation militaire ou économique.

Nous assistons aujourd'hui à l'émergence d'un monde multipolaire. L'Europe doit dialoguer avec les principaux acteurs même si la volonté politique de financer les moyens nécessaires pour devenir un acteur incontournable fait défaut. Toutefois, dans de telles circonstances, il faudra assurément réaffirmer la valeur durable du partenariat transatlantique, moyennant quelques modifications structurelles, notamment en ce qui concerne l'OTAN, afin de permettre aux partenaires de mieux gérer conjointement les défis mondiaux que représentent, par exemple, le Moyen-Orient, l'Afghanistan, la Chine et la Russie.

## **DIMENSION POLITIQUE**

Au cours des deux prochaines décennies, les trois domaines politiques présentés ci-dessous bénéficieront d'une attention toujours plus grande:

**Démographie et immigration:** Compte tenu de la hausse de l'espérance de vie, le nombre de citoyens européens à la retraite aura pratiquement doublé d'ici le milieu du siècle. La contraction de la population active par rapport à la population non active devrait plus particulièrement poser problème. Les implications politiques iront des pénuries de main-d'œuvre au ralentissement de la croissance en passant par une pression accrue sur les régimes de pension et une hausse des dépenses publiques en soins de santé. Il conviendra également de réfléchir aux questions liées aux flux de migrations actuellement observés, au rôle que peut jouer l'immigration dans la réponse politique apportée aux transformations démographiques, ainsi qu'aux défis liés à l'intégration des populations immigrées au sein de nos sociétés. La population mondiale sera de plus en plus urbaine, une majorité des individus vivant dans de grandes agglomérations,

---

<sup>1</sup> Hudson Institute, 2005.

entraînant ainsi de graves conséquences pour les législateurs qui traitent de la pauvreté, de la criminalité et des relations communautaires.

**Énergie et environnement:** Des solutions devront être dégagées pour répondre au double défi de la sécurité énergétique et du changement climatique, considérés comme les deux facettes d'une même médaille. Notre dépendance à l'égard des importations d'énergie devrait considérablement se renforcer d'ici 2030. La concurrence pour les ressources énergétiques ne fera que s'accroître. Parallèlement, en mettant en exergue les limites d'une croissance basée sur les énergies fossiles, le récent rapport des Nations unies sur les changements climatiques a servi de sonnette d'alarme.

**La préservation de la démocratie:** Le triomphe des convictions occidentales en termes économiques ne sera pas forcément suivi de l'émergence de la démocratie parlementaire à l'occidentale dans l'ensemble des pays du globe. De surcroît, sur le plan interne, diverses forces – comme la peur du terrorisme, la peur des différences culturelles et la peur de l'immigration – pourraient mettre en péril l'harmonie sociale, de par l'action de mouvements autoritaires, xénophobes et privilégiant les aspects sécuritaires.<sup>1</sup>

## **DIMENSION ÉCONOMIQUE**

La mondialisation est également un fait indéniable et durable. Bien que le sujet suscite la controverse, la mondialisation a joué un rôle primordial dans la prospérité de nos sociétés. Elle constitue une menace essentiellement pour ceux qui refusent d'y répondre. Au cours des vingt années à venir, les pays qui choisiront de s'isoler des marchés mondiaux seront en proie aux plus grandes difficultés.

La mondialisation en elle-même n'est pas un facteur de division de la société. C'est la crainte de la mondialisation qui divise la société. Nous ne devons pas avoir peur de la mondialisation, mais bien de ceux qui veulent nous faire craindre le phénomène. En réalité, les gens qui vivent encore dans la pauvreté à l'heure actuelle ne souffrent pas d'un trop plein de mondialisation, mais bien de trop peu de mondialisation.

Si l'on compare les personnes les plus riches et les plus pauvres dans le monde, le fossé ne cesse effectivement de s'accroître. Toutefois, si l'on compare le PIB par habitant en Chine, aux États-Unis ou dans l'Union européenne par rapport au passé, on observe par exemple que le PIB chinois par habitant a augmenté bien plus rapidement que dans les pays industrialisés. En 1960, la classe moyenne – qui regroupe les personnes dont le revenu oscille entre 20 et 40 dollars par jour – représentait environ 6 % de la population. Ce chiffre est aujourd'hui de 50 %.

Qui plus est, la mondialisation modifie l'équilibre mondial. La Chine et l'Inde devraient à elles seules représenter 50 % du PIB mondial en 2060. C'était déjà le cas en 1820. Nous assistons actuellement à un revirement de situation favorable aux pays asiatiques. Cette évolution n'est toutefois pas sans précédent dans l'Histoire. La réémergence de l'Asie ne se fera pas forcément sans mal. Dans leur course au leadership mondial, les pays asiatiques se heurteront à de lourds problèmes infrastructurels, à des pénuries d'approvisionnement en eau et en énergie, ainsi qu'à des carences sur le plan des compétences essentielles.



Enfin, mais non des moindres, l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations relative au cycle de Doha et l'essor des accords bilatéraux montrent qu'il ne faut pas prendre le cadre multilatéral pour chose acquise, à moins que les principaux partenaires au sein de l'OMC ne se mettent d'accord sur un code strict concernant de tels accords.

-----

Afin d'évaluer de manière plus détaillée l'environnement mondial changeant dans lequel se mouvront l'Union européenne et ses États membres, d'identifier les grandes tendances économiques et sociales à long terme, d'analyser les principaux défis politiques qui en découlent, d'énoncer les grandes options dans chaque domaine politique, et de tenter d'avancer les meilleures stratégies possibles pour les futures réponses politiques, l'EIN a sélectionné quatre grands thèmes politiques en se basant sur les travaux de ses groupes de travail et de réflexion:

- 1) **Mondialisation et économie numérique**
- 2) **Démographie et immigration**
- 3) **Terrorisme et sécurité**
- 4) **Énergie et environnement**

Ces quatre grands défis politiques recouvrent deux autres aspects connexes que l'Union européenne se doit de prendre en considération:

**Gouvernance européenne:**

Pour relever ces défis, l'Union européenne doit être en mesure de formuler des politiques communes et de mettre en œuvre des mesures efficaces. Il est donc essentiel que l'Union se structure de manière à reposer sur une **gouvernance** valable, garantissant la responsabilité politique et les ressources financières nécessaires pour mener des actions efficaces. Cet aspect est indissociable de la question **des valeurs et de l'identité** européenne, mais aussi des **frontières** de l'Union.

**Partenariat transatlantique:**

L'Union européenne a sans conteste un rôle de premier plan à jouer pour relever ces défis. Toutefois, la collaboration de partenaires compétents renforcera considérablement l'efficacité de son action. À cet égard, le partenariat des États-Unis sera indispensable. Le renforcement de la **coopération transatlantique** dans le cadre de différents aspects de dimension mondiale constituera un passage incontournable pour répondre aux priorités mondiales, attirant d'autres acteurs et élaborant des réponses efficaces – en matière de changement climatique et d'énergie par exemple.

Pour terminer, les conclusions des chapitres suivants montreront que ces quatre thèmes majeurs sont étroitement liés. Aucun pouvoir ou institution ne pourra à lui seul relever ces défis, aussi nécessaire ou indispensable qu'il soit.

---

<sup>1</sup> Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, *The New Global Puzzle: What World for the EU in 2025*, 2006

### III. OPTIONS POLITIQUES POUR L'EUROPE

#### Mondialisation et économie numérique

##### ANALYSE

La mondialisation est loin d'être un phénomène récent. Dans son ouvrage intitulé *«The world is flat»*, Thomas Friedman analyse le phénomène et situe sa naissance au moment de la révolution industrielle en Europe, avec les **pays** comme principaux acteurs. La deuxième phase – le règne des **grandes sociétés multinationales** – a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsque, sous l'impulsion des États-Unis, des organisations internationales telles que le GATT, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont entrepris de réduire les quotas commerciaux et les obstacles aux échanges qui avaient fleuri aux quatre coins de la planète. Ce processus a connu un important essor pendant les années 70 et 80, avant d'atteindre son apogée dans les années 90 à la suite de deux grands événements:

1. la chute du mur de Berlin, qui a jeté des millions de travailleurs avides dans le système économique mondial (suivis par 750 millions de travailleurs chinois lorsque la Chine décida de tourner le dos au maoïsme);
2. l'essor d'une nouvelle révolution technologique permettant aux marchandises et aux informations d'être transférées plus aisément et à moindre frais vers la majeure partie des régions du globe, et créant les conditions nécessaires pour l'émergence de l'économie de la connaissance.

La mondialisation n'est pas encore complètement achevée (la circulation des marchandises et des services ne connaît pas encore la liberté dont elle jouissait à la veille de la Première Guerre mondiale, même au sein de l'Union européenne). Toutefois, nous approchons d'un monde globalisé où les biens, les services, les capitaux financiers, les équipements, l'argent, les travailleurs et les idées vont là où ils prennent le plus de valeur et peuvent être associés avec le plus d'efficacité, de flexibilité et de sécurité possible.

La mondialisation est donc à l'origine d'une vaste explosion de la croissance de la productivité mondiale. La croissance de la productivité mondiale a pratiquement doublé, passant de 1,2 pour cent par an dans les années 80 à 2,3 pour cent dans la dernière décennie – à l'exception notable de l'Europe de l'Ouest et du Japon où le bilan était moins bon que dans les années 80. En somme, la mondialisation est une machine créatrice de richesse pour la planète: jamais par le passé la pauvreté n'avait reculé à un rythme aussi soutenu et de manière aussi remarquable qu'à l'heure actuelle.

De nombreuses sources respectables estiment que des tensions économiques et sociales croissantes, tant sur la scène internationale qu'à l'intérieur des États, pourraient se traduire par une perception politique négative susceptible de faire dérailler tout le processus avant 2025. Selon nous, ces craintes sont exagérées. Les écarts absolus ont leur importance, mais ils sont contrebalancés par le mouvement massif alimenté par la concurrence mondiale et qui apporte chaque année la modernité économique à des millions de personnes... 15 millions d'Indiens intègrent le marché de l'emploi mondial chaque année.

Les forces économiques et technologiques qui ont structuré le monde au cours des années 1990 devraient donc poursuivre leur œuvre dans les vingt prochaines années. La troisième phase de la mondialisation sera celle de l'**individu**, qui gagnera en autonomie par l'accès aux informations via l'internet. La croissance dynamique des technologies de l'information fait qu'il est à l'heure actuelle impossible de prédire les orientations futures, mais une tendance générale se dessine très clairement: vitesse de traitement, stockage des données et connectivité à large bande continueront de se développer à un rythme soutenu.

À titre d'exemple, en 2005, les experts estimaient que la quantité d'informations numériques communiquées dans le monde doublait tous les 1 100 jours. En 2007, cette durée était réduite à onze mois. Une nouvelle étude menée par IBM prévoit que d'ici 2010, la quantité d'information doublera toutes les onze heures. Un autre rapport de la firme d'analystes IDC estime que d'ici 2010, la quantité d'informations créées et copiées sera au moins multipliée par six pour atteindre 988 exaoctets, ce qui équivaut à un taux de croissance annuel composé de 57 %.

Le cas de l'IPv6, la prochaine génération de protocole réseau pour les réseaux à commutation de paquets, fait encore plus forte impression. L'IPv6 succèdera à l'IPv4, la version actuelle du protocole internet, pour l'utilisation courante de l'internet<sup>1</sup>. À cet égard, un constat devrait pousser l'Europe et les États-Unis à la réflexion: le continent asiatique progresse plus rapidement sur le chemin de la conversion à l'IPv6. D'ici 2025, les droits de propriété intellectuelle de la plupart des innovations technologiques nécessaires pour sauter le pas vers l'IPv6 devraient pour la plupart être aux mains de compagnies asiatiques.

Il est raisonnable et plausible de penser que le processus de mondialisation se poursuivra au même rythme, voire s'accélèrera. Dès lors, en 2025, le monde sera constitué de puissances économiques plus vastes que ce n'est le cas aujourd'hui. La Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, la Malaisie et l'Indonésie auront plus de poids dans l'économie mondiale. Les observateurs s'accordent à dire que la Chine devrait devenir le principal exportateur mondial en 2025 et l'Asie du Sud pourrait à elle seule produire 38 % de la richesse mondiale, contre 24 % à l'heure actuelle. Un tel bond en avant placerait le pôle économique asiatique sur un pied d'égalité avec les pays de l'OCDE qui devraient représenter 40 % de la production mondiale d'ici là.

De plus, on s'attend également à ce que le processus de mondialisation franchisse une étape, avec un changement d'ordre qualitatif. En 2025, l'avantage concurrentiel des pays asiatiques ne devrait plus se limiter à la production de marchandises reposant sur une main-d'œuvre bon marché et des ressources abondantes. La mondialisation s'étend d'ores et déjà au-delà des produits industriels et gravit l'échelle de la valeur ajoutée dans d'autres segments économiques tels que les services, un secteur jusque-là largement tenu à l'écart du processus (médecine, traitement des données, création de logiciels, etc.). D'ici 2025, grâce à la révolution des technologies de la communication, qui permet aux connaissances de surmonter les traditionnels handicaps liés à la distance, la concurrence du continent asiatique aura conquis les moindres recoins de la chaîne de la valeur ajoutée.

---

<sup>1</sup> L'IPv6 (*Internet Protocol version 6*) devrait considérablement augmenter le nombre d'adresses mises à disposition des appareils en réseau et permettra, par exemple, aux téléphones et autres équipements électroniques mobiles de disposer de leur propre adresse. L'IPv4 accueille environ 4,3 milliards (2<sup>32</sup>) d'adresses, ce qui est insuffisant pour donner une adresse à chaque individu, sans même parler des appareils portables. L'IPv6 pourra accueillir environ 340 milliards de milliards de milliards de milliards (2<sup>128</sup>) d'adresses, ou approximativement 5×10<sup>28</sup> adresses pour *chacune* des quelque 6,5 milliards de personnes vivant sur Terre à l'heure actuelle.

Ce retour de l'Asie au rang des puissances mondiales placera l'Europe face à un défi radical.

La concurrence des nouveaux pays émergents n'équivaut pas à un jeu à somme nulle tant que l'innovation et la recherche ouvrent de nouveaux marchés et créent de nouvelles possibilités de développement dans des domaines économiques encore inexploités. C'est notamment le cas aux États-Unis où, au cours des dix dernières années, l'avance en matière de technologie et d'innovation a permis de créer 1,2 emploi sur le territoire américain pour chaque emploi laissé aux concurrents étrangers (les services représentent désormais plus de 80 % de la production nationale). La situation est en revanche différente sur le continent européen (où le taux est de 0,8 emploi créé pour chaque emploi parti à l'étranger).

Les causes profondes de cette situation sont connues. L'Europe croule sous le poids des réglementations peu flexibles en matière de marché et d'emploi, limitant la mobilité et la concurrence, entravant l'innovation et décourageant l'esprit d'entreprise et la prise de risques. En conséquence, la croissance actuelle de la productivité européenne se situe un point de pourcentage plus bas qu'il y a dix ans, avant que l'impact de la dernière étape de la mondialisation se soit fait sentir. La croissance économique se maintient sous la barre des 2 % alors qu'elle dépasse en moyenne les 3 % aux États-Unis. Il n'est dès lors pas surprenant de constater que la majorité des opinions publiques européennes ont une perception négative de la mondialisation.

Il incombera aux Européens de déterminer si ce déclin relatif par rapport à la montée en puissance de l'Asie demeurera au cours des vingt années à venir le résultat d'un simple effet de rattrapage, ou si l'Europe est actuellement en passe d'être définitivement reléguée au second plan par des nations plus jeunes et plus dynamiques.

## **OPTIONS POLITIQUES**

Pour éviter les conséquences politiques désastreuses d'une telle évolution, une seule stratégie s'offre à l'Europe. Afin de se préparer en vue du prochain cycle de concurrence mondiale, de la maîtriser et d'en tirer une prospérité durable, l'Europe doit occuper le devant de la scène dans l'ère de l'information. Elle doit parvenir à maîtriser l'économie de la connaissance car les technologies de l'information s'immiscent désormais dans tous les domaines politiques, y compris d'autres secteurs importants sur le plan de la croissance comme les nano- et biotechnologies.

La tâche ne sera toutefois pas aisée, ainsi que l'illustre l'exemple suivant: sur les 300 grandes entreprises mondiales les plus dépensières en R&D, 130 se situent aux États-Unis, contre 90 en Europe. À première vue, le bilan n'est pas trop mauvais. Toutefois, 53 des 130 entreprises américaines ont été créées après 1960, contre seulement deux en Europe. En d'autres termes, les sociétés européennes qui dépensent beaucoup d'argent en R&D appartiennent aux anciennes industries, et non au secteur des technologies de l'information. En soi, ce n'est pas inutile en ce sens où ces sociétés se doivent elles aussi de se moderniser, d'innover et de tirer profit de la révolution numérique, mais c'est loin d'être suffisant.

Pour inverser la tendance et combler le fossé, il convient d'investir dans **l'éducation, l'innovation et l'esprit d'entreprise**. Ces éléments constituent les trois grandes options de base que l'Europe doit intégrer si elle entend garder son rang de grande puissance économique et politique dans les décennies à venir.

Il ne suffira pas d'augmenter les sommes allouées aux projets de R&D (les investissements publics par exemple); l'Europe n'a pas seulement besoin d'inventions en plus grandes quantités, mais bien d'une meilleure «innovation», ce qui n'est pas la même chose. Trop souvent, en Europe, l'accent sur la «recherche et le développement» ne se concrétise que par un intérêt dans la recherche. Le «développement» requiert l'application de ces idées au monde réel, où la recherche peut mener à l'innovation. L'innovation, elle, nécessite une culture qui valorise la prise de risques et les entrepreneurs qui savent s'y prendre pour transformer le savoir en argent et qui ne se limitent pas à transformer l'argent en savoir., ce qui n'est pas en soi suffisant pour aider l'économie européenne. Dans l'économie numérique, une société basée sur la connaissance est essentielle, mais cette connaissance doit être développée d'une manière économiquement productive. Pour ce faire, l'Europe doit en finir avec les rigidités et les réglementations mercantilistes qui étouffent l'avènement d'une mentalité entrepreneuriale dynamique.

Aujourd'hui, même l'éducation n'échappe plus à la mondialisation. À cet égard, les universités américaines ont une avance considérable. Il s'agit-là de la principale menace qui pèse sur l'Europe. En effet, de nombreuses personnes qui bénéficient actuellement d'un salaire mensuel de 5 000 euros par mois devront faire face à la concurrence d'autres travailleurs (indiens par exemple) dotés d'une formation et d'une expérience professionnelle identiques et se contentant de 500 euros pour un travail équivalent. Pour relever ce défi, l'Europe ne devra pas se contenter d'un vaste Institut européen de la technologie financé sur les deniers publics, mais elle devra s'appuyer sur un réseau d'instituts concurrentiels de taille plus modeste qui aideront les Européens à s'adapter à un nouvel environnement. De surcroît, les universités devraient davantage ouvrir leurs services à la concurrence.

Pour garantir l'utilisation efficace des technologies de l'information – et donc encourager la productivité de l'industrie et des services, facteur essentiel de la compétitivité à long terme de l'Europe sur la scène internationale – il sera nécessaire d'accorder la priorité absolue à la formation des travailleurs européens, de manière à ce que ceux-ci disposent des compétences adéquates pour saisir les opportunités qu'offre la technologie et l'appliquer à bon escient. Une attention spécifique devra être accordée aux qualifications et aux compétences informatiques, en particulier pour les PME, l'un des principaux moteurs de la création d'emplois.

Si l'Europe entend tirer profit des possibilités qu'offrira la mondialisation au cours des vingt prochaines années, elle doit accroître la concurrence au sein des systèmes nationaux d'éducation et à l'échelle mondiale. Voilà quelle doit être sa priorité à l'horizon 2025.

## Démographie et immigration

### ANALYSE

Les Européens vivent plus longtemps: en 1990, leur espérance de vie ne dépassait pas les 47 ans; un siècle plus tard elle était de 77 ans. D'ici 2050 au plus tard, elle sera de 81 ans pour les hommes et de 86 ans pour les femmes – au Japon, les femmes devraient même vivre jusqu'à 92 ans en moyenne. Il s'agit-là d'une tendance mondiale, sur un certain intervalle de temps: à l'heure actuelle, l'espérance de vie à la naissance est de 64 ans en Inde et de 72 ans en Chine, alors que la moyenne mondiale est de 63 ans. En 2050, un habitant sur cinq sera âgé de plus de 60 ans alors que cette proportion n'était encore que d'un habitant sur douze en 1950. En 2050, plus de 10 pour cent des Européens vivront octogénaires.

Parallèlement, les taux de fécondité suivent une courbe descendante. À l'heure actuelle, 29 pays ont des taux de fécondité inférieurs au niveau nécessaire pour maintenir leur population. Dans l'Union européenne, le problème se fait criant: 12 États membres ont des taux de fécondité inférieurs au taux de stabilité. Le baby boom européen – qui a atteint son apogée en 1964, avec plus de six millions de naissances dans l'UE-15 – a cédé la place à un «*baby bust*», un effondrement de la natalité. En 2002, les naissances sont passées sous le seuil des quatre millions dans l'UE-15. Le taux de fécondité total, qui dépassait encore le taux de renouvellement – soit 2,1 enfants par femme – dans les années 60, est aujourd'hui de 1,5.

Cette double tendance se traduira par un déclin de la population active en Europe, tant en termes absolus que relatifs. D'ici à 2050, le nombre de personnes de la tranche d'âge 15-64 ans chutera de 48 millions (une baisse de quelque 20 %) dans l'UE, alors que le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans augmentera de 58 millions. L'Europe passera d'une moyenne de quatre personnes actives pour chaque personne âgée à un rapport de deux à un. L'OCDE prévoit que d'ici 2050, pour chaque personne retraitée dans les pays industrialisés, il pourrait fort bien n'y avoir qu'une seule personne active.

Selon les tendances actuelles, la population de l'UE-27 passera de 490 millions en 2005 à 499 millions en 2025, avant de retomber à 470 millions en 2050. Les plus importantes hausses concerneront le Luxembourg, la Suède, l'Irlande et le Royaume-Uni, où la population augmentera de 41, 18, 14 et 12 pour cent respectivement d'ici 2050. Les baisses les plus conséquentes seront en revanche enregistrées en Bulgarie, en Roumanie, en Slovaquie, en Croatie et en République tchèque, qui pourraient perdre 20 pour cent de leur population. En revanche, la population américaine devrait passer de 296 à 420 millions (soit une hausse de 42 pour cent), ce qui s'explique principalement par des taux de natalité et d'immigration plus conséquents. La population d'Afrique du Nord passera de 194 à 324 millions (soit une augmentation de 67 pour cent) au cours de cette même période, tandis que la population turque passera de 73 millions à 101 millions en 2050 (une hausse de 38 pour cent, et un taux de fécondité de 2,4). La population turque franchira le cap des 90 millions d'habitants en 2025. Dans le cadre du débat relatif à l'élargissement, il n'est pas inutile de remarquer qu'en dépit de cette croissance, l'adhésion de la Turquie ne résoudra pas les problèmes de pénurie de main-d'œuvre auxquels l'Union européenne sera confrontée.

L'Europe et le Japon sont en première ligne de ce qui devrait devenir une tendance mondiale. Au cours du prochain demi-siècle, les pays en développement représenteront environ 90 pour cent de la hausse de la population mondiale. Le nombre d'habitants issus de ces pays devrait encore augmenter pendant plusieurs décennies. De plus, malgré une baisse de leurs

taux de fécondité, les pays d'Asie de l'Est et d'Amérique latine devraient eux aussi rester plus jeunes que les pays industrialisés pendant de nombreuses années encore. Cependant, les observateurs estiment que les taux de fécondité des pays en développement devraient baisser pour atteindre le taux de renouvellement en 2050 et poursuivre cette tendance à la baisse. Le défi du vieillissement de la population et du déclin démographique prendra une dimension mondiale en 2070. En résumé, la population mondiale augmentera d'un quart d'ici à 2025 – passant de 6,4 milliards à 8 milliards – et devrait culminer à de 9,3 milliards en 2050 avant de retomber.

### **Enjeux européens**

Ces cinq dernières années, l'UE et ses États membres se sont attelés à trouver des réponses à ces questions pressantes. Si de nombreux aspects demeurent largement de la responsabilité des gouvernements nationaux ou régionaux, la dimension européenne a commencé à s'affirmer. Le domaine d'action le plus manifeste couvre le marché du travail: l'UE et ses États membres se sont notamment engagés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître la proportion d'adultes bénéficiant d'un emploi et repousser l'âge de départ à la retraite. De nombreux pays européens se caractérisent par de faibles taux d'emploi des adultes. Le Conseil européen de Lisbonne a fixé comme objectif une hausse du taux d'emploi global de la population adulte (passant de 64 à 70 pour cent) au cours de cette décennie. Quatre États membres ont déjà atteint cet objectif et trois s'en approchent. L'objectif, s'il est ambitieux, n'est donc pas irréaliste (aux États-Unis, ce taux est actuellement de 72 pour cent). Publié par l'UE en 2005, le Livre vert intitulé «Face aux changements démographiques» montre que l'Union perdra 20,8 millions d'employés d'ici 2030.

Au sein de l'UE, le **taux d'emploi des femmes** est inférieur à celui des hommes (18 pour cent en moyenne), ce qui a incité le Conseil de Lisbonne à fixer un objectif sexospécifique: une hausse du taux d'emploi féminin de 55 à 60 pour cent. (En Suède, environ 70 pour cent des femmes travaillent). Ce défi va bien au-delà de simples considérations économiques et sociales. Il implique également une dimension morale nécessitant un changement de comportement. Dans certains pays comme l'Allemagne, l'Irlande et l'Italie, les mères qui travaillent sont considérées comme de «mauvaises mères». Un phénomène analogue frappe les pères qui prennent un congé parental et se heurtent à divers obstacles dans leur carrière, poursuivis par une image de «faiblesse». Il existe donc un besoin urgent de programmes complémentaires destinés à encourager le retour des parents sur le marché du travail après un congé parental. Quelques progrès sont déjà enregistrés à cet égard, notamment dans les anciens pays communistes, où beaucoup de femmes travaillaient avant 1989-90. Seules les mères travailleuses étaient alors considérées comme «émancipées» et bénéficiaient ce faisant d'une reconnaissance sociale. À l'heure actuelle, les pays qui se caractérisent par des taux d'emploi élevés pour les femmes sont également ceux qui présentent de forts taux de fécondité, ce qui témoigne de la volonté des femmes de nombreux pays de mener une carrière parallèlement à leur vie de famille. Sur le plan politique, il serait judicieux de structurer le cadre social de manière à permettre aux femmes de combiner emploi et maternité.

Il est également primordial de réduire le **chômage des jeunes** et d'inciter les jeunes à entrer dans le monde du travail plus rapidement qu'à l'heure actuelle. Dans le même ordre d'idée, les travailleurs plus âgés sont encouragés à prolonger leur carrière. La durée de la pension dépassait en moyenne à peine un an en 1900. En 1980, cette durée était de 13 années, et en 1990 de 19 années. À l'avenir, il ne sera pas rare que la durée de la pension s'étale sur deux, voire trois décennies.

La Commission européenne a estimé que si **l'âge moyen de départ à la retraite** pouvait être retardé de cinq ans, les dépenses publiques en faveur des pensions pourraient demeurer stables, malgré les changements démographiques. L'UE s'est fixé pour objectif spécifique d'augmenter les taux d'emploi des 55-64 ans de 39 à 50 pour cent. Dans plusieurs pays, l'âge de la pension a été revu à la hausse pour les travailleurs de la fonction publique. Les plans de retraite anticipée sont déroulés, des tranches d'âge de retraite «flexibles» sont introduites, et la corrélation stricte entre l'âge de la retraite et l'âge d'ouverture du droit à pension est supprimée. Plusieurs États membres s'efforcent de réformer leurs systèmes de pension afin de réduire la charge financière qui pèse sur l'État – en particulier en allongeant les périodes de cotisation, en liant la valeur de la pension aux prix et non aux salaires, ou encore en passant de régimes à «cotisations définies» à des régimes à «prestations définies». Parallèlement, les citoyens sont encouragés à cotiser auprès de régimes de capitalisation en complément aux prestations publiques, et à constituer une épargne, bien souvent via des mesures d'incitation de nature fiscale. Certains pays s'efforcent également de renforcer la transférabilité des pensions afin d'encourager la mobilité entre différents emplois. La France, la Pologne, la Grande-Bretagne et la Suède ont toutes récemment adopté l'une ou l'autre (voire une combinaison) de ces approches.

Pour répondre aux pénuries sur les marchés du travail, il conviendrait également d'exploiter pleinement le **potentiel de la main-d'œuvre immigrée** déjà présente en améliorant l'éducation des familles immigrées et en renforçant les possibilités qui leur sont offertes dans le domaine de l'enseignement. Bien souvent, par manque de connaissance des systèmes scolaires locaux, les parents d'enfants immigrés n'offrent pas les meilleures chances à leurs enfants. Si cet état de fait nuit aux ambitions et aux aspirations de l'enfant, il s'agit avant tout d'un problème économique pour la société dans son ensemble. Avec la baisse de la population active, il est vital d'offrir à chaque citoyen le meilleur enseignement et le meilleur emploi possibles.

Le problème le plus épineux pour l'Europe réside probablement dans le faible **taux de natalité**. Dans le monde, on recense actuellement 21 naissances pour mille chaque année; 14 aux États-Unis; 10 en Europe; 9 au Japon.

L'augmentation du nombre moyen de naissances, de 10 à 11 pour mille, permettrait au moins de stabiliser la population européenne, sans toutefois atténuer le déclin de la population active. Pour empêcher ce déclin, le taux de natalité devrait augmenter de manière plus conséquente. De récentes études suggèrent que si pour chaque décennie à compter d'aujourd'hui la fertilité demeurait à un niveau aussi bas, la population de l'Union perdrait de 30 à 40 millions de personnes supplémentaires.

Les faibles taux de natalité reflètent la réaction des femmes aux conditions socio-économiques et pas nécessairement un «effondrement de la famille» au sens sociologique et démographique. Le nombre d'enfants souhaité correspond rarement au nombre d'enfants réel. Au contraire, l'envie d'avoir des enfants peut demeurer constante avec le temps, mais elle se heurte parfois à des obstacles financiers ou sociaux. En termes de politiques publiques, il convient d'accorder une attention particulière à la suppression des obstacles perçus sur le plan social et professionnel. Les gouvernements envisagent d'adopter des mesures susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect. Bien sûr, un laps de temps considérable s'écoulera avant que l'on puisse observer une augmentation de la main-d'oeuvre. «L'assistance familiale» est devenue un important objectif politique dans de nombreux pays. De toute évidence, les régimes fiscaux et les systèmes de sécurité sociale peuvent être adaptés pour récompenser les familles plus nombreuses, plutôt que de conserver une approche neutre – les mesures d'incitation fiscales et la mise à disposition de services de garde peuvent également jouer un rôle de poids



dans ce contexte. Le succès de la France et de certains pays scandinaves, qui ont réussi à stopper la baisse des taux de fécondité, peut être riche en enseignements.

## OPTIONS POLITIQUES

Pour relever les défis et saisir les opportunités offertes par le changement démographique, les responsables politiques européens devront:

- favoriser des taux de natalité plus élevés par le biais d'incitations financières, de mesures qui permettent aux femmes qui travaillent d'élever plus facilement leurs enfants, des services de garde d'enfants mieux développés, un cadre juridique et un statut social renforcé pour les familles;
- augmenter les taux de participation de la population active, en particulier pour les femmes et les jeunes travailleurs, notamment en favorisant le travail à temps partiel;
- relever l'âge de la retraite et l'âge d'ouverture du droit à la pension, décourager les départs en préretraite, et combattre les discriminations fondées sur l'âge sur le lieu de travail;
- augmenter la réserve financière constituée par ceux qui travaillent et destinée à leur retraite et encourager des plans d'épargne et de retraite plus flexibles;
- promouvoir une plus grande productivité des travailleurs actuels, afin qu'un meilleur rendement contrebalance les effets déflationnistes de la baisse de population;
- encourager l'adaptabilité des travailleurs, afin qu'ils possèdent un ensemble de compétences leur permettant de changer d'emploi et de profession tout au long de leur vie.

En matière d'immigration, les propositions suivantes sont mises en exergue:

1. Les pays de l'UE doivent reconsidérer leurs politiques d'immigration légale orientées vers les travailleurs peu qualifiés et les remplacer, à tout le moins partiellement, par des politiques favorisant l'immigration de travailleurs qualifiés. Il convient par exemple de mûrement réfléchir aux avantages potentiels d'un système de points (une «carte bleue» éventuellement inspirée du modèle canadien), qui pourrait être adapté au contexte national ou régional mais aussi aux évolutions du marché du travail. Les économies européennes bénéficieraient de la sorte d'un afflux de cerveaux. Autre possibilité, qui bénéficierait également aux pays d'origine: une migration circulaire par laquelle des professionnels issus de pays en développement seraient formés et employés dans les pays industrialisés pendant une période définie avant de rentrer au pays pour y appliquer leurs compétences nouvellement acquises et leur expérience.
2. Cette approche doit s'accompagner, en retour, de mesures destinées à aider les pays pauvres à développer leur économie.

3. Des efforts doivent être consentis afin de renforcer les qualifications des migrants établis de longue date et d'utiliser à bon escient leurs compétences linguistiques potentielles et leur sens du dialogue interculturel. Il convient donc d'envisager la création de programmes spécifiques destinés à favoriser l'acquisition d'une seconde langue et à apporter un soutien aux migrants dans le cadre de leur scolarité ou de leur formation professionnelle. L'intégration et l'éducation des migrants peuvent s'avérer extrêmement bénéfiques pour les sociétés d'accueil, pour autant que ces dernières cultivent et utilisent leurs atouts potentiels spécifiques. Forts de leurs compétences polyglottes et de leur sens des traditions culturelles et sociales de leurs pays d'origine, ils peuvent apporter une contribution essentielle à la consolidation des liens interculturels, élément essentiel dans notre monde globalisé.
4. L'immigration clandestine demande des solutions communes à tous les pays de l'UE. En effet, les décisions individuelles de tel ou tel État membre – comme le choix de régulariser le statut de certains clandestins – ont des répercussions sur les autres membres de l'Union, notamment en raison de la mobilité des travailleurs.
5. Des mesures doivent être adoptées afin de rendre l'Europe plus attractive par rapport au reste du monde, de manière à attirer et à conserver les travailleurs qualifiés et à lutter contre la fuite des cerveaux. Ces politiques pourraient comprendre, par exemple, des mesures facilitant la mobilité des travailleurs qualifiés en Europe par l'octroi d'un visa spécial pour les chercheurs.
6. Une politique migratoire donnée ne suffit pas pour répondre à tous les enjeux de l'immigration. Celle-ci doit en effet s'accompagner d'une politique d'intégration englobant notamment des cours obligatoires sur la langue, la culture et l'histoire du pays d'accueil.
7. Les problèmes spécifiques nés de l'intégration des migrants et de la «deuxième génération» nécessitent un examen en profondeur – bien plus qu'auparavant – dans l'intérêt des migrants mais aussi des populations autochtones. L'éducation est essentielle dans ce processus. Les programmes d'études dans les écoles doivent servir à rassembler et non à diviser les communautés. Avec la mobilité sociale, il s'agit d'un outil clé pour l'intégration.

# Terrorisme et sécurité

## ANALYSE

À l'avenir, l'Occident pourrait devoir faire face à la résurgence de menaces sécuritaires traditionnelles. Mais s'il est une menace qui se fait déjà cruellement sentir aujourd'hui, c'est bien le djihadisme. Celui-ci ne constitue certes pas l'unique menace terroriste, mais il est le plus meurtrier et le plus ambitieux sur le plan des objectifs.

Aux quatre coins de la planète, la démocratie libérale a été la cible d'attaques d'un ennemi informe et disparate. Nous n'assistons pas à un « choc des civilisations » - cela a commencé comme une lutte interne au monde musulman - mais bien à un choc entre civilisés et djihadisme barbare. Le djihadisme s'attaque à tous ceux qui, indépendamment de leurs convictions religieuses, sont attachés à l'État de droit, aux droits de l'homme, au pluralisme et à la gouvernance démocratique. Les mouvements djihadistes rejettent le fondement même de la démocratie au motif que toute forme de gouvernement basée sur la volonté du peuple et non sur la volonté divine – dont ils se font bien entendu les porte-parole – serait blasphématoire. Ce n'est pas tant une « guerre contre la terre » qu'une guerre d'idées : la défense de la démocratie. L'ampleur du défi ne doit pas être sous-estimée. Nous ne remporterons pas cette bataille sans faire quelques concessions. Alors que les groupes terroristes traditionnels se forment généralement pour attirer l'attention sur leur cause et leurs revendications, pour obliger les gouvernements à négocier et obtenir des concessions, il n'en va pas de même avec les mouvements djihadistes. Ou pour reprendre les paroles prononcées en 2003 par Hussein Massawi, dirigeant du Hezbollah :

*« Nous ne combattons pas de sorte que vous nous offriez quelque chose. Nous combattons pour vous éliminer. »*

## Le djihadisme

À l'origine, il s'agit d'une lutte intestine à la société musulmane. Les intégristes rejettent la modernisation de leurs sociétés et l'adoption de ce qu'ils considèrent comme des pratiques sociales, économiques et politiques « occidentales ». Ce débat entre « islamistes » et le reste du monde musulman est dans un premier temps resté confiné au domaine de la théorie. Mais les islamistes se sont rapidement tournés vers le militantisme avant d'embrasser la violence, créant des organisations, développant des réseaux et recrutant des convertis afin de subvertir le monde musulman. Les croyants jugés « occidentalisés » ou favorables à la démocratie étaient considérés comme des traîtres de la foi.

Les mouvements djihadistes ont désormais ouvert un deuxième front en s'attaquant directement à l'Occident afin d'affaiblir leurs opposants, de renforcer leurs propres campagnes et de passer à la phase ultérieure de leur conquête de la suprématie mondiale. Ils combattent pour le départ des troupes américaines d'Iraq – ou d'Arabie saoudite, comme ce fut le cas par le passé – et pour la création d'un État palestinien en opposition à Israël, mais ces actions ne sont aux yeux des djihadistes que de simples causes manipulables pour justifier leurs actions et exhorter leurs partisans. Leur objectif est de discréditer ou de saper le travail de ceux qui œuvrent en faveur de la création d'États viables dans le monde musulman, comme en Iraq ou en Afghanistan. À long terme, le but est l'unification de tous les musulmans dans un État fondamentaliste – leur vision d'un nouveau « califat » - en tant qu'étape décisive sur la voie de la domination mondiale, basée sur leur interprétation de la charia et la théocratie.

On ne saurait suffisamment insister sur la portée du défi qu'ils posent à la société démocratique. Cette guerre des idées «se déroule sous nos yeux et forme désormais le cadre global qui caractérise le 21<sup>e</sup> siècle.»<sup>1</sup>

### **Un nouvel arsenal: les outils de communication modernes**

Cette nouvelle menace est également d'un nouveau genre. À l'instar de la lutte contre le nazisme ou le communisme, la menace revêt un caractère mondial. Toutefois, le terrorisme recourt à des méthodes ancrées dans le local, imprévisibles et terrifiantes. Le but est de porter atteinte aux fondements des sociétés démocratiques en se servant des libertés et des possibilités que celles-ci offrent, transformant donc leurs points forts en talons d'Achille. En ce début de 21<sup>e</sup> siècle, la démocratie de marché a permis de créer des richesses et a favorisé l'autonomisation des individus. De nouvelles sources d'information et de nouveaux systèmes de communication ont vu le jour, facilitant les voyages, la mise en place de réseaux internationaux et la mobilité des étudiants sur une échelle inconnue jusqu'ici. Ces tendances devraient connaître une croissance exponentielle au cours des vingt prochaines années. Ces évolutions ont favorisé l'apparition d'un ennemi d'un genre nouveau, profitant de la liberté d'accès aux informations, des facilités de communication et de déplacement.

Cette nouvelle menace reflète la diversité qui caractérise l'ère de l'internet. La démocratie est la cible d'attaques orchestrées par le biais d'une «cyber-mobilisation» – une «*levée en masse* électronique»<sup>1</sup> – susceptible de mobiliser des ennemis potentiels aux quatre coins de la planète. Les ressources nécessaires pour prendre la tête d'une telle campagne à l'échelle mondiale sont loin d'être colossales: un caméscope et une connexion à l'internet suffisent pour faire d'un discours, d'atrocités, d'un enlèvement ou d'un meurtre une nouvelle arme de l'arsenal djihadiste. C'est le revers de la médaille de la révolution des TI. Comme le disait David Kilcullen, spécialiste australien de la lutte contre l'insurrection, à propos d'Osama Bin Laden: «Sans un accès aux médias du monde entier, aux communications par satellite et à l'internet, il ne serait rien d'autre qu'un illuminé dans une grotte.»

La tactique mise en place par les mouvements djihadistes consiste à saper et détruire la supériorité morale des démocraties: ils veulent les obliger à renoncer à l'État de droit pour défendre le droit, à recourir à l'emprisonnement sans procès pour protéger la liberté des autres, à utiliser des formes de torture pour empêcher les actes de violence, à tuer des personnes innocentes pour protéger l'individu, et à imposer des mesures de sécurité toujours plus exigeantes aux dépens de la liberté. Ils insufflent un sentiment de suspicion et de crainte entre communautés, augmentant les tensions qui peuvent alors être exploitées avec plus d'intensité. Au lieu de les défier dans le cadre d'une confrontation directe, cet ennemi informe préfère les plonger dans l'hypocrisie et mener des actions qui provoqueront l'hostilité d'opinions modérées dans certaines régions d'importance stratégique et diminueront le soutien interne. Ils pensent que leurs succès leur permettra de rallier des convertis à leur cause dans les rangs des individus qui – à tort ou à raison – ont des revendications, tout en affaiblissant la détermination des gouvernements.

Trouvant leur inspiration dans une idéologie radicale et virulente, les ennemis de la démocratie disposent de nouveaux outils et les recrues potentielles ne manquent pas sur la planète.

### **Les principales menaces terroristes**

---

<sup>1</sup> Phares, Walid, *The War of Ideas*, Palgrave Macmillan, 2007.

Il est possible de disséquer cette coalition des mécontents en quatre plans, autour desquels le débat s'articulera dans les années à venir:

- Premièrement, les États hostiles aux valeurs démocratiques. À l'heure actuelle, deux des principaux adversaires sont la Syrie et l'Iran. Ces deux pays ont jusqu'ici pris soin de ne pas défier l'Occident de front. Ils trouvent leur intérêt dans les crises locales et régionales et dans la projection de leur puissance dans leur voisinage immédiat. C'est pourquoi ils fournissent un soutien discret à des groupes spécifiques actifs dans des régions peu stables comme la Palestine ou le Liban, faisant ainsi d'une tension régionale une préoccupation mondiale. Le regain de militantisme de l'Iran en matière de capacités nucléaires pourrait donner une nouvelle orientation à la question. Bien qu'il soit impossible de prédire le sens de l'évolution de l'Iran et de la Syrie dans les vingt années à venir, il est probable que ces deux pays ou d'autres États – qu'ils soient théocratiques ou laïcs autoritaires – continueront de former une menace.
- Les groupes hautement organisés, bien souvent financés au final par les consommateurs occidentaux qui payent pour obtenir du pétrole, ont créé des écoles intégristes et des camps d'entraînement pour terroristes et ont les moyens de frapper des cibles occidentales. Les madrasas wahhabites sont un terreau fertile où poussent les terroristes, en particulier au Pakistan, mais aussi en Europe. Elles assurent l'éducation de recrues potentielles avant de les canaliser vers leurs systèmes.
- Ces groupes organisés ont su accroître leur pouvoir et étendre leur rayonnement en créant des réseaux liés à leurs principales activités. Tout un éventail de groupes disparates aux revendications et objectifs divers sont entrés en contact les uns avec les autres via l'internet et les voyages bon marché, échangeant leurs ressources et leurs connaissances.
- Au-delà de ces réseaux, d'autres révoltés sont tentés de mener des campagnes propres contre des cibles locales au moyen d'engins de fabrication maison, le tout au nom de la cause plus vaste.

Face au terrorisme, il n'existe pas de remède miracle. Du Pérou à l'Irlande du Nord, de nombreux facteurs doivent être réunis pour parvenir à résister au terrorisme et, en fin de compte, pour éliminer la menace terroriste:

- une forte volonté politique;
- la détermination de la population à résister à cette menace à la démocratie;
- des mesures anti-terroristes de plus en plus complexes et subtiles;
- la réduction des causes véritables de mécontentement; et
- la marginalisation de la cause terroriste.

Certaines tendances sautent aux yeux. Tandis qu'à ce jour, les actions semblent avoir mis les organisations terroristes sur la défensive, la menace terroriste n'est pas près de prendre fin et l'Europe doit se préparer au prochain attentat. Il semble

---

<sup>1</sup> Cronin, Audrey, *Cyber-Mobilization: the New Levée en Masse*,  
[http://ccw.politics.ox.ac.uk/publications/cronin\\_parameters.pdf](http://ccw.politics.ox.ac.uk/publications/cronin_parameters.pdf)

que la menace prendra une tournure toujours plus décentralisée et spontanée. La plus grande crainte serait de voir des groupes terroristes acquérir des substances biologiques ou des matériaux nucléaires et donner une nouvelle dimension au terrorisme<sup>1</sup>.

## OPTIONS POLITIQUES

Au niveau macro-politique, cette «insurrection mondiale» idéologique obligera peut-être les démocraties à se préparer à une guerre non conventionnelle de longue haleine, associant d'une part des compétences en contre-terrorisme et en contre-insurrection, et d'autre part des mesures militaires de stabilisation et de reconstruction. Des mesures doivent être adoptées dès à présent afin de s'attaquer aux fondements idéologiques de la menace terroriste et d'ébranler leur capacité d'impact. De telles mesures, si elles s'avèrent efficaces, pourraient permettre de réduire la menace terroriste à un niveau insignifiant d'ici 2025.

Pourtant, la clé du succès face à l'insurrection globale pourrait bien résider dans l'apport de réponses différenciées en fonction des théâtres d'action, en supprimant les motifs légitimes de mécontentement, et en favorisant l'émergence concrète d'États de droit capables de redistribuer les bénéfices à leurs citoyens et de mettre sur pied des institutions démocratiques. Cette stratégie de «désagrégation» devrait être en mesure «d'empêcher les liens entre les différents théâtres d'action, d'ôter la possibilité aux acteurs régionaux et mondiaux d'établir des connexions et de tirer parti des acteurs locaux, d'interrompre les flux entre les différents théâtres d'action des djihadistes et au sein de ceux-ci, de priver les terroristes de lieux de refuge, d'isoler les islamistes des populations locales et de freiner les contributions des sources de l'islamisme dans le Grand Moyen-Orient.»<sup>2</sup>

### Contexte national

Tous les Européens doivent prendre pleinement conscience de l'importance de lutter pour défendre leurs valeurs face aux multiples formes de la menace terroriste. Cette prise de conscience commune doit servir de base à la nécessaire coopération entre leurs gouvernements respectifs.

Pour les sociétés démocratiques européennes, un des défis clés sera de réussir l'**intégration** politique et économique des groupes sociaux qui se sentent aujourd'hui exclus et éprouvent de la rancœur. Il sera nécessaire d'adopter des mesures favorisant le dialogue interculturel, de renforcer le poids des musulmans modérés et d'isoler les intégristes. Ce faisant, les gouvernements occidentaux doivent également apporter la preuve que les politiques d'intégration et d'ouverture culturelle sont signes de force et non de faiblesse. Il ne peut être par exemple question de tolérer certaines pratiques prétendument dérivées de la charia dans certains quartiers de nos villes, en totale contradiction avec les valeurs traditionnelles. D'amples recherches plus approfondies doivent être menées afin de déterminer les facteurs favorables aux tendances extrémistes au sein de certains pans de la population musulmane.

Il conviendra d'intensifier ces efforts compte tenu du risque de lame de fond suscitée par le terrorisme – ce que recherchent assurément les terroristes – et de hausse des phénomènes d'intolérance.<sup>3</sup> Jusqu'ici, les sociétés occidentales

---

<sup>1</sup> *National Intelligence Council: Mapping the Global Future*. Rapport du projet 2020 du *National Intelligence Council*, 2004.

<sup>2</sup> Kilcullen, David, *Countering Global Insurgency*, page 46; <http://smallwarsjournal.com/documents/kilcullen.pdf>

<sup>3</sup> Institut européen des études de sécurité: *The New Global Puzzle: What World for the EU in 2025*, 2006.

ont dans l'ensemble fait preuve d'une grande maturité politique dans les réponses qu'elles apportent aux atrocités commises par les terroristes, avec relativement peu d'impact sur les relations entre communautés. Toutefois, le risque est grand de voir une campagne terroriste à long terme mettre à mal cette situation.

Les dirigeants seront pressés d'adopter des mesures qui réduiront les libertés et renforceront les tensions, un phénomène qui sera peut-être exacerbé par le vieillissement de la population et des transformations économiques synonymes de peur et d'insécurité. Il faudra faire preuve de détermination afin de **contrebalancer toute mesure de sécurité supplémentaire par un engagement en faveur des valeurs démocratiques et des libertés individuelles**. En principe, il n'y a pas de conflit entre la bonne sécurité et la liberté individuelle. Les gouvernements occidentaux ne doivent pas tomber dans le piège de la provocation terroriste en adoptant des mesures qui, si elles paraissent justifiées, ne font qu'alimenter les causes profondes du terrorisme. Le rôle de la réglementation dans la limitation du détournement des nouvelles technologies fait l'objet d'âpres discussions. Il convient de se pencher plus avant sur l'internet, qui doit devenir un environnement sûr et soumis à une réglementation adaptée.

En Irlande du Nord comme ailleurs, l'expérience montre que les services de sécurité doivent investir massivement dans le **renseignement** et infiltrer les réseaux terroristes afin d'empêcher et de déjouer les actions terroristes. Il faudra déployer des efforts considérables et mobiliser des ressources conséquentes face au terrorisme djihadiste, qui obéit à un schéma plus décentralisé que les menaces terroristes du passé. Les agences de renseignement et de sécurité des États membres doivent renforcer leur coopération dans ce domaine et bénéficier d'un soutien politique et financier. Ces agences doivent par ailleurs rester vigilantes face aux éventuelles infiltrations. Autre moyen efficace pour lutter contre le terrorisme, le suivi des flux d'argent, mais aussi de personnes. Il faudra également accorder une attention toute particulière aux éventuelles tentatives des réseaux djihadistes d'établir des connexions avec des groupes terroristes européens bien établis et les milieux du crime dans une volonté de renforcer au maximum l'impact de leurs opérations.

**La sécurité des infrastructures de base** doit être consolidée. Nos économies occidentales complexes dépendent largement de grandes infrastructures pour répondre aux besoins de base tels que l'approvisionnement en énergie, l'eau ou encore les produits alimentaires. Ces réseaux et schémas de distribution doivent faire l'objet d'une évaluation et bénéficier d'améliorations afin de garantir leur fiabilité et leur capacité à résister à un attentat ciblé.

L'un des inconvénients potentiels de la «guerre contre la terreur» réside dans l'effritement du soutien de l'opinion publique. Lancée en réaction à un acte de barbarie spécifique, cette campagne bénéficiait d'un vaste **soutien public** à l'origine. Aujourd'hui, ses objectifs paraissent de plus en plus nébuleux aux yeux de l'opinion publique. Le but est-il de se défaire d'al-Qaeda? Si tel est le cas, quel est le rapport avec la guerre en Iraq? Quid des autres théâtres d'action? L'Afghanistan? La Somalie? Si les gouvernements occidentaux entendent conserver le soutien de leur opinion dans un combat ayant de profondes répercussions sur les ressources et, au final, sur l'humanité, il est nécessaire d'intensifier les efforts déployés pour expliquer la nature réelle de la menace et qu'il s'agit d'une «lutte pour la démocratie». Il faudra faire preuve de détermination politique pour s'opposer aux partisans de la conciliation et à ceux qui ont la mémoire courte – dans la presse bien souvent.

## Contexte international

La politique de «**désagrégation**» visant à scinder les réseaux djihadistes doit être suivie de mesures destinées à supprimer les motifs de ressentiments légitimes dans le but d'isoler les extrémistes au sein de leurs propres communautés, ce qui aurait pour effet de tarir la source des recrues et des fonds, de limiter le soutien logistique apporté par les communautés qui accueillent les terroristes et de renforcer la position des courants musulmans modérés. Cette dimension est essentielle et le partenariat transatlantique doit à cet égard jouer un rôle clé. Il a été suggéré que les ressources allouées aux opérations politiques, économiques et psychologiques devaient être beaucoup plus importantes que celles allouées aux interventions armées, même si les dépenses traditionnelles de défense des États européens sont actuellement trop faibles.

**Palestine et Israël:** L'Occident doit continuer d'œuvrer en faveur d'un accord entre l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne et maintenir la création d'un État palestinien au rang des priorités absolues, comme décrit dans la feuille de route du Quartet. L'Europe et les États-Unis ont plus que jamais intérêt à favoriser la création d'un État palestinien viable et suffisamment légitime aux yeux de la population palestinienne et à l'étranger afin de minimiser l'influence de ce conflit historique qui a toujours été source d'hostilité. Soulignons qu'aucun règlement ne satisfera les mouvements djihadistes – qui rejettent la solution proposée, quelle qu'elle soit – mais cela permettrait de contribuer à leur isolement face à l'opinion publique musulmane dominante.

**Iraq:** Si l'opinion publique devait être amenée à constater l'échec de la coalition en Iraq, cela porterait assurément un coup dur aux intérêts à long terme de l'Occident. En dépit des graves erreurs commises par les forces armées de la coalition au moment de l'heure de gloire qui a suivi l'invasion réussie du pays, il faudra rassembler une volonté politique suffisante pour garder le cap. Les coûts de la poursuite de la guerre seront élevés, non seulement en termes financiers, mais aussi et surtout sur le plan humain. Cette bataille revêt toutefois une importance cruciale dans la lutte à long terme pour défendre la démocratie. Les acteurs iraqiens modérés et leurs alliés occidentaux doivent faire preuve d'une détermination sans faille pour résister à la montée des courants radicaux et encourager l'émergence d'un État iraquien démocratique et viable. Le parallèle tracé avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan vaut la peine d'être relevé. Les djihadistes pensent avoir vaincu l'Union soviétique en Afghanistan, causant dès lors la perte du bloc soviétique. Il ne faut pas leur donner la possibilité de remporter une «victoire» du même acabit en Iraq.

**Afghanistan:** Voilà une autre bataille à ne pas perdre. La menace talibane est désormais contenue et la situation ne pourrait être comparée à celle qui prévaut en Iraq. Néanmoins, la population civile doit pouvoir ressentir les avantages économiques et sociaux de la nouvelle situation pour trouver la force de conserver leur soutien aux efforts déployés par les Occidentaux en faveur de leur nouveau gouvernement démocratique.

**Moyen-Orient:** L'Occident doit privilégier l'émergence d'États forts qui embrassent les principes de l'État de droit et du gouvernement constitutionnel, qui défendent les droits de l'homme et encouragent le développement économique. Il convient ensuite de favoriser des réformes destinées à élargir la base des gouvernements démocratiques. Ces évolutions ne sont pas sans risques. Il se peut que des gouvernements modérés non démocratiques se retrouvent sous la menace de courants radicaux; cette menace peut être prise à bras le corps dès maintenant ou laissée s'enfler et causer des problèmes d'autant plus complexes à l'avenir. L'Occident doit favoriser le développement économique et les politiques de réduction du chômage, en particulier chez les jeunes. Il n'existe pas de lien direct entre la pauvreté et le terrorisme – au contraire, de nombreux terroristes sont issus de familles riches –, mais l'absence de progrès économiques contribue à un sentiment



d'aliénation. Les nations du Moyen-Orient doivent être aidées dans la mesure du possible afin qu'elles puissent jouer un rôle dans le processus de mondialisation. Il doit mener à bien des politiques de dialogue qui encouragent l'apparition d'une «démocratie islamique» – à l'instar de la «démocratie chrétienne» – qui concilierait croyance religieuse et principes démocratiques, qui contribuerait à faire accepter le gouvernement constitutionnel et le respect des droits d'autrui au sein de la communauté de fidèles, et qui tordrait le cou à l'idée préconçue selon laquelle la démocratie est une forme de gouvernement décadente imposée par l'Occident. Un tel dialogue nécessite de mobiliser des ressources conséquentes. Rares sont les pays du Moyen-Orient à entretenir un lien avec des réseaux axés sur la démocratie et la bonne gouvernance, comme le Commonwealth. De plus, il n'y a pas d'équivalent du Conseil de l'Europe au Moyen-Orient et dans le Bassin méditerranéen afin de défendre les droits de l'homme.

**Afrique du Nord:** Cette région proche de l'Union revêt une importance spécifique pour la sécurité de l'Europe. L'Union doit privilégier les relations méditerranéennes dans la conception de ses programmes de développement économique et d'échanges politiques.

**La communauté musulmane au sens large:** Le soutien aux États dotés d'une vaste population musulmane, comme le Pakistan, l'Indonésie et diverses nations d'Asie centrale, doit figurer au rang des premières priorités. De la sorte, ces pays seront en mesure de suivre l'exemple donné par des pays tels que la Malaisie ou l'Inde, qui sont aujourd'hui dirigés par des gouvernements progressistes et relativement stables et qui s'appuient sur une prospérité économique croissante.

**Le reste du monde:** La majeure partie du territoire asiatique se compose désormais d'économies de marché vigoureuses, se joignant au réseau commercial mondial et en passe de rattraper les niveaux de prospérité économique des pays occidentaux. Mais qu'en est-il du reste de la planète? Certaines régions d'Afrique orientale ont par exemple déjà servi de base aux opérations terroristes d'al-Qaeda. Les programmes d'aide et d'échanges commerciaux destinés à soutenir le développement économique sont non seulement justifiés par les avantages qu'ils apportent à la population locale, mais ils reflètent également les intérêts à long terme des pays occidentaux et les valeurs démocratiques globales. Il est donc nécessaire de garantir la volonté politique et l'engagement de ressources reflétant leur importance dans la lutte en faveur de la démocratie.

# Énergie et environnement

## ANALYSE

### Changements climatiques

L'environnement est en train de changer. Partout dans le monde, on assiste à des catastrophes naturelles telles que sécheresse et inondations provoquées par des écarts de température plus importants et des conditions climatiques plus imprévisibles. La calotte glaciaire rétrécit, les glaciers fondent et les déserts avancent. De tous temps, les températures et les modèles météorologiques ont néanmoins connu d'importantes fluctuations. Ainsi, l'Europe a connu un «petit âge glaciaire» entre 1500 et 1850, juste après l'«optimum climatique médiéval». Les éléments qui caractérisent notre époque sont la rapidité avec laquelle ces changements interviennent et l'opinion, largement répandue, qu'il ne s'agit pas d'un phénomène naturel.

Tous les commentateurs s'accordent à dire que les changements climatiques que nous vivons à l'heure actuelle sont le résultat d'un réchauffement planétaire dû à une accumulation sans précédent de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère terrestre et qu'ils constituent à ce titre un sous-produit de notre modèle de croissance économique et de notre mode de vie moderne centré sur l'utilisation des énergies fossiles. Par conséquent, il est probable qu'à l'horizon 2025, l'état de la planète continuera à se détériorer et que les enjeux environnementaux et énergétiques pèseront de tous leur poids dans les futures orientations politiques.

À croissance inchangée, la mondialisation économique devrait entraîner dans les vingt prochaines années une hausse de 60 % de la demande et de la consommation de combustibles fossiles. La planète subira une forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre et les changements climatiques se feront de plus en plus perceptibles. Les spécialistes de tendance traditionnelle prévoient que les effets du réchauffement climatique, relativement limités pour le moment, commenceront à se faire sentir avec plus d'acuité à la fin de la période prévue, c'est-à-dire entre 2025 et 2030. Selon eux, les phénomènes suivants pourraient alors être observés: hausse de 0,4°C à 11°C des températures moyennes à la surface de la terre d'ici à 2025, accélération du phénomène de fonte des glaces, montée du niveau des océans, de même que leur réchauffement et leur acidification, intensification des précipitations, multiplication des catastrophes naturelles (cyclones, typhons, vagues de chaleur, inondations, etc.) et enfin la raréfaction de l'eau potable et son cortège de nouvelles menaces pandémiques. L'impact sur le cycle des saisons et le rendement des cultures pourrait s'avérer préoccupant. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>1</sup> affirme que 50 % des changements de température observés jusqu'ici seraient imputables à l'activité humaine qui génère des concentrations de gaz à effet de serre<sup>2</sup>.

Il va de soi que les avis sur la question demeurent partagés. Le GIEC a essuyé certaines critiques par rapport à la méthodologie appliquée tant pour les projections des tendances actuelles que pour les analyses de l'évolution passée des températures mondiales. Les détracteurs invoquent pour justifier leurs arguments le manque de statistiques et l'ambiguïté

---

<sup>1</sup> Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 par deux organisations des Nations unies, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) afin d'évaluer les risques liés au changement climatique.

<sup>2</sup> Quatrième rapport d'évaluation du GIEC: changement climatique 2007

des données biologiques disponibles. La controverse dite de la «crosse de hockey» porte par exemple sur un graphique simplifié qui fut présenté dans le rapport 2001 du GIEC et suggérait que la température mondiale avait été stable entre l'an 1000 et l'an 1900 avant de connaître une brusque augmentation<sup>1</sup>. Certains scientifiques – pour la plupart des climatologues spécialisés dans l'étude de la formation des nuages, l'élément clé de l'évolution climatique – remettent ouvertement en cause les conclusions du GIEC, qui forment pourtant la base de la définition des politiques actuelles et des idées avancées dans le domaine du réchauffement climatique. Ils contestent non pas la hausse des températures intervenue au cours des 20 ou 25 dernières années, mais les prévisions à long terme qui ont été tirées de l'observation du passé. De nouveaux modèles climatiques sont dès lors en cours d'élaboration. Ils relativisent la responsabilité des émissions de CO<sub>2</sub> et de l'activité humaine dans le réchauffement du climat, notamment en soulignant le rôle que pourrait jouer un phénomène naturel comme le cycle de l'activité solaire.

Sur le plan de l'élaboration des politiques publiques, toute la difficulté réside dans le fait que d'ici à ce que l'une ou l'autre de ces deux hypothèses ait pu être confirmée scientifiquement, il sera peut-être trop tard pour prendre des mesures correctrices. Quoi qu'il en soit, le point de vue selon lequel l'homme est la cause de ces changements climatiques est désormais largement partagé et l'opinion publique s'exprime de plus en plus largement en faveur d'une action immédiate. Il revient par conséquent aux gouvernements de juger, sur la base des critères de probabilité et de l'évaluation des risques, de l'opportunité ou non d'entamer un véritable revirement politique. À supposer que l'activité humaine ne s'avère finalement pas être à l'origine du changement climatique, il y a fort à parier que ces mesures aillent jusqu'à provoquer une diminution du PNB mondial, voire à mettre en péril l'innovation technologique indispensable pour contrebalancer ses effets. Dans le cas contraire, l'absence de décision pourrait effectivement avoir des conséquences dramatiques.

## Énergie

Aujourd'hui, les États membres de l'UE consomment 45 % moins d'énergie qu'en 1973 pour générer une unité de production économique équivalente. Cependant, la demande absolue en énergie continue à croître puisque entre 1971 et 2003, la consommation d'énergie primaire de l'Europe des 25 a augmenté de 41 %. Selon les prévisions, la consommation mondiale d'énergies fossiles devrait connaître une hausse de 60 % au cours des vingt prochaines années, dont deux tiers proviendront des pays asiatiques, essentiellement d'Inde et de Chine. Bien que le pétrole restera le combustible le plus recherché, la consommation de gaz devrait grimper de 87 % à l'horizon 2030. L'Europe, qui se trouve déjà être le plus grand importateur mondial de pétrole et de gaz, devra dès lors faire face à une concurrence accrue face à une offre restreinte.

Les médias répètent à l'envi que les réserves de combustibles fossiles pourraient être épuisées d'ici la fin de ce siècle. On estime par exemple que l'approvisionnement en gaz pourrait être assuré pour les 60 années à venir. De telles prédictions, irréalistes et peu fiables (rappelez-vous les prévisions de «croissance zéro» lancées dans les années 1970), tiennent insuffisamment compte du rôle que peuvent jouer les prix relatifs et les activités d'innovation dans le maintien à long terme d'un approvisionnement satisfaisant. Les ressources houillères sont par exemple considérables – trois fois plus élevées que les ressources pétrolières ou gazières en termes de quantité d'énergie – et pourraient être utilisées pour

---

<sup>1</sup> Cette analyse est également connue sous le nom de «reconstitution climatique MBH98» mise au point par Mann, Bradley et Hughes.

satisfaire les besoins énergétiques à un prix raisonnable. Il est de ce fait raisonnable de penser que ce genre de problèmes ne commencera réellement à se poser que bien après 2025.

Pour autant, il ne faut pas exclure que la fourniture d'énergie sur le marché soit émaillée de heurts et de hausses de prix spectaculaires. En effet, il existe un risque que les infrastructures destinées à prélever, transporter et raffiner les combustibles se révèlent à moyen terme incapables de satisfaire la demande. De nombreux pays producteurs de pétrole sont gouvernés par des équipes plus soucieuses de maximiser les profits à court terme que d'optimiser leurs perspectives économiques à long terme. Qui plus est, pour des raisons certes différentes, les plus importants d'entre eux, comme le Venezuela, la Russie ou l'Iraq, apparaissent peu attractifs ou accueillants aux yeux des investisseurs en raison de choix politiques ou de problèmes internes.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, les investissements requis au niveau mondial s'élèveront à 20 000 milliards de dollars. Ce montant sera principalement financé par des investissements privés. Ainsi, le secteur privé devra montrer la voie et s'attaquer à la sécurité énergétique et au changement climatique. Les gouvernements devront élaborer le cadre pertinent pour encourager les investissements dans la direction appropriée.

En outre, l'UE se voit menacée par sa dépendance énergétique croissante vis-à-vis de l'extérieur. Bien que son taux de dépendance soit passé de 62 à 48 % entre 1975 et aujourd'hui, les prévisionnistes estiment qu'il devrait à nouveau atteindre 70 % en 2030.

En réalité, le problème est aggravé par le fait que la quasi-totalité des principaux fournisseurs de pétrole – de même que les régions par lesquelles doivent transiter les importations européennes – évoluent dans un cadre de grande instabilité géopolitique. Que ce soit en raison de ces troubles politiques ou d'infrastructures locales obsolètes ou mal entretenues, il n'est donc pas possible d'éliminer totalement la menace d'un relatif défaut d'approvisionnement ou d'une augmentation brutale des prix.

## **OPTIONS POLITIQUES**

### **Changements climatiques**

Deux options peuvent par conséquent être envisagées pour répondre à ce défi. La méthode la plus radicale consiste à essayer d'enrayer le changement climatique. Il s'agit en fait de l'approche adoptée lors du sommet de Kyoto: les industries polluantes se voient allouer des quotas d'émission dans le but de limiter les concentrations en CO<sub>2</sub> et d'inverser à terme la tendance. Le protocole de Kyoto prévoit toute une série de mesures légales destinées à inciter les industries et les ménages à adopter de nouveaux modèles de production et de consommation davantage basés sur les technologies énergétiques propres. Par la mise en œuvre de politiques fiscales adaptées, les gouvernements doivent influencer sur les prix du marché dans le but de s'affranchir des hydrocarbures au profit des énergies renouvelables. En matière de production d'électricité, les combustibles fossiles cèderont progressivement la place aux sources d'énergies exemptes de carbone telles que le nucléaire ou les sources d'énergie durable.

La seconde approche, qui pourrait s'avérer plus productive à long terme, consisterait à mettre au point une stratégie d'adaptation avec pour principe moteur l'innovation technologique. Les politiques de recherche et d'investissements doivent favoriser l'émergence de technologies novatrices qui nous permettront à nous, Occidentaux, de même qu'à tous

nos concitoyens de par le monde, de vivre en harmonie avec notre environnement. En d'autres termes, cette méthode propose de tirer parti de la société de la connaissance à laquelle la mondialisation est en train de donner naissance au lieu de fragiliser la croissance économique générée par le marché.

Si cette seconde option semble plus prometteuse, il existe néanmoins un risque que les progrès accomplis à grand frais dans le cadre de politiques nationales ou continentales ne soient réduits à néant par les stratégies d'États poursuivant des intérêts divergents. Les efforts que pourrait consentir l'Union européenne seraient par exemple réduits à néant si la Chine mettait à exécution son projet de mettre sur pied plus de 500 centrales électriques au charbon<sup>1</sup>. Certains craignent que si une politique de ce type ne tient pas ses promesses, il existe un risque que l'hystérie idéologique n'entraîne la disparition des aiguillons du marché dont dépendent précisément les investissements et les progrès technologiques, et par-là même notre capacité tant à offrir des niveaux de vie élevés qu'à créer les conditions de l'efficacité et de la viabilité énergétiques. Et pourtant, une autorité mondiale est nécessaire. En prenant les devants en matière d'actions correctives, l'Union européenne est davantage en mesure de changer les termes du débat global et d'encourager les autres à la suivre.

Le perfectionnement des données et l'amélioration des modèles devront s'accompagner d'une politique de suivi et d'adaptation permanents. Il sera également essentiel d'instaurer une coopération internationale afin de coordonner les initiatives à l'échelle mondiale et de partager les informations sur les tendances émergentes.

## **Énergie**

À moyen terme, l'énergie nucléaire est la seule technologie énergétique qui ait prouvé son efficacité en termes d'impact sur les réserves de combustibles. Les autres solutions telles que les éoliennes ou les biocarburants ne représenteront qu'une faible part de l'approvisionnement énergétique et ne constitueront à ce titre qu'une ressource complémentaire certes précieuse, mais néanmoins localisée. Cette situation exige par conséquent que soient levées les interdictions qui pèsent actuellement sur le développement de l'énergie nucléaire. La principale tâche à laquelle il faudra s'atteler pour parvenir à cet objectif sera de rassembler à nouveau l'opinion publique derrière le nucléaire. À plus longue échéance, miser sur la pile à combustible ou pile à hydrogène pourrait s'avérer payant puisque cette technologie devrait permettre la transition vers un modèle énergétique reposant sur les sources renouvelables, dans lequel chaque individu disposerait des moyens de satisfaire ses propres besoins et de partager l'énergie produite avec le reste de la collectivité. L'hydrogène présente un immense potentiel: fin de la dépendance mondiale à l'égard du pétrole, réduction drastique des émissions de CO<sub>2</sub> et atténuation des effets du réchauffement planétaire. La région industrielle qui parviendra la première à exploiter ses pleines potentialités dominera le développement économique durant le reste du 21<sup>e</sup> siècle. Toutefois, malgré les progrès industriels considérables réalisés récemment, le coût des piles à hydrogène demeure à ce stade prohibitif.

D'après l'opinion la plus largement répandue parmi les experts, les professionnels et les responsables politiques, le fonctionnement du marché ne suffira pas à résoudre les problèmes énergétiques susceptibles de se poser à l'Europe et à assurer une transition sans heurts vers l'ère de l'après-pétrole. Bien que l'action des forces du marché soit adéquatement orientée, l'urgence de la situation réclame de l'avis général l'intervention des gouvernements, dont la tâche serait de donner le cap et de prendre d'importantes mesures d'encouragement à l'investissement à destination du secteur industriel. Il conviendrait par exemple d'envisager l'augmentation des taxes sur les pratiques et les activités qui nuisent à

---

<sup>1</sup> Susan Watts, BBC Newsnight Science Editor, 2005. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/newsnight/4330469.stm>

l'environnement. Les revenus supplémentaires qui seraient dégagés pourraient être utilisés pour financer le passage aux énergies renouvelables («déplacement des charges fiscales»). L'Union européenne et ses États membres devraient accorder de généreux crédits d'impôts et incitants fiscaux aux industries, aux petites entreprises, aux pouvoirs régionaux et municipaux ainsi qu'aux particuliers, qu'ils soient propriétaires ou simples consommateurs, afin d'encourager la recherche et le développement et de promouvoir les énergies renouvelables et les technologies liées à l'hydrogène.

L'intervention de l'État est toutefois à double tranchant. En effet, l'implication directe du gouvernement peut parfois déboucher sur des impasses technologiques (comme dans le cas du célèbre Minitel français). L'histoire abonde d'exemples qui illustrent l'impact négatif qu'ont pu avoir les réglementations et les subventions censées accélérer le rythme d'adaptation et d'innovation du secteur industriel. La régulation de la politique industrielle au niveau de l'Union européenne n'augmentera pas nécessairement ses chances de succès.

Globalement, il y a de bonnes raisons d'envisager l'horizon 2025 avec optimisme. En effet, le formidable essor de la société numérique nous laisse entrevoir des perspectives jusqu'ici insoupçonnées. Associée à la révolution que représentent l'hydrogène et la pile à combustible, celle-ci rend techniquement possible l'émergence progressive d'un modèle énergétique radicalement différent, basé en grande partie sur un système complexe alliant production décentralisée et réseaux d'échange de sources d'énergies propres et dont le fonctionnement ne sera pas très éloigné de celui qui donna naissance, dans le domaine des télécommunications, à l'internet.

Le principal défi à relever pour l'Union européenne consistera à encourager l'esprit de compétition et les politiques de déréglementation qui, combinés à l'amélioration de la formation et des compétences, offriront aux Européens la meilleure chance de figurer parmi les premiers à tirer pleinement profit de ces nouvelles opportunités technologiques.

Quelles que puissent être les stratégies, et à supposer même que les prévisions climatiques les plus pessimistes devaient s'avérer inexactes, il est clair que les préoccupations environnementales et énergétiques actuelles laisseront une profonde empreinte sur la société de 2025. Sans doute, le monde à venir sera-t-il régi par une solide éthique de l'environnement qui donnera toute l'importance requise aux principes de discipline écologique et de développement durable.

## IV. IMPLICATIONS POUR L'UNION EUROPÉENNE

### Gouvernance européenne: valeurs, identité et frontières

#### ANALYSE

Les précédents chapitres consacrés aux défis à venir illustrent avec force la vitesse à laquelle le monde entre dans une ère totalement nouvelle d'efforts soutenus. L'Union européenne doit en premier lieu se doter de la capacité d'agir, car si elle n'est pas en mesure de fonctionner de manière efficace, peu importe que ses politiques soient appropriées ou non. La gouvernance de l'Union revêt par conséquent une importance cruciale, non seulement en ce qui concerne la nature même des valeurs et de l'identité européennes, mais aussi eu égard aux frontières de l'Union. Les aspects suivants doivent être dûment pris en considération:

- les fondements des valeurs communes et de l'identité européenne;
- les rouages institutionnels de l'Union;
- l'efficacité administrative et la responsabilité;
- les limites des frontières de l'Union.

#### Les fondements des valeurs communes et de l'identité européenne

La gouvernance européenne trouve ses fondements dans le besoin de valeurs communes et de vision partagée de l'Europe et de la place qu'elle doit tenir dans le monde. Tous les échafaudages institutionnels et tous les réglages administratifs au monde ne pourraient compenser l'absence d'accord sur les principes fondamentaux. Cet héritage culturel nourrit la vision partagée par tous les peuples d'Europe à propos du rôle d'un gouvernement et des concepts de dignité humaine, de liberté, de pluralisme, de respect des droits de l'homme, d'État de droit, de justice, de tolérance, de protection des minorités. Pour reprendre les termes de la déclaration de Rome du PPE,

*«Notre esprit universel, les racines judéo-chrétiennes de l'Europe, son héritage culturel commun, ainsi que son histoire classique et humaniste et les avancées du siècle des Lumières, constituent les fondements de notre plateforme politique.»<sup>1</sup>*

La discussion concernant les valeurs et l'identité de l'Europe n'est en rien statique ou définitivement arrêtée. Au contraire, il s'agit d'un processus en constante évolution, dynamique et ouvert, par lequel les membres de la société européenne s'accordent sur une perception commune d'eux-mêmes et des autres. En procédant à des échanges culturels et en se faisant une idée plus précise de la façon dont les autres perçoivent le monde, il devient possible de battre en brèche les préjugés, d'ouvrir les esprits et de développer des synergies en vue de renforcer la coopération.

**Valeurs:** Notre système de valeurs plonge ses racines dans les quatre grands éléments suivants –

- le système politique de la Grèce antique a introduit la notion de démocratie directe. Face à la mondialisation, il est vital que l'Union offre la possibilité à ses citoyens de prendre part au processus

---

<sup>1</sup> «Pour une Europe des citoyens: Priorités pour un avenir meilleur» («Manifeste de Rome»), adopté par le Congrès du PPE à Rome, 30-31 mars 2006. [http://www.epp.eu/dbimages/pdf/encondoc310306final\\_copy\\_1\\_copy\\_1.pdf](http://www.epp.eu/dbimages/pdf/encondoc310306final_copy_1_copy_1.pdf)

décisionnel. Dans le même ordre d'idées, la liberté d'expression et le pluralisme jouent un rôle prépondérant en faveur de la stabilité politique;

- notre système juridique porte les traces profondes de l'héritage du système romain. À titre d'exemple, la sécurité juridique, l'égalité devant la loi et le droit à la propriété demeurent des conditions indispensables pour le développement de systèmes économiques prospères;
- l'apport des valeurs chrétiennes est plus important que jamais. Des valeurs telles que la charité, la tolérance, la liberté individuelle, le respect de la dignité humaine et la solidarité contribuent à assurer la stabilité politique;
- enfin, le siècle des Lumières marque la dernière grande étape avec l'émergence de la laïcité, devenue le legs le plus durable. La liberté de culte, tant sur le plan local que sur la scène internationale, est une condition préalable essentielle à la coexistence pacifique des populations.

Même si nous ne pouvons pas nous permettre d'exiger la reconnaissance de nos valeurs dans le monde entier, nous devons toutefois être conscients que nous ne sommes pas les seuls à défendre ces valeurs dans la société occidentale. En particulier, les États-Unis ont joué un rôle prépondérant dans la défaite du communisme et l'unification européenne, mais aussi dans l'émergence d'une communauté culturelle de valeurs.

**L'identité:** Au sens large, il est possible de définir une identité européenne en termes culturels, historiques, religieux, politiques et géographiques, bien que l'UE (tout comme ses prédécesseurs) ait parallèlement érigé une «Europe» bien plus spécifique avec ses institutions, ses discours, ses principes et ses règlements. Le concept d'État-nation est au cœur de l'Europe culturelle. Pour les citoyens européens, la nation occupe une place bien plus prépondérante et influence plus fortement leurs activités, ce qui confère une identité plus forte. Compte tenu de l'existence de ces États-nations, il est nécessaire de maintenir un niveau de cohésion élevé entre les membres de l'Union pour en assurer le fonctionnement efficace.

### **Les rouages institutionnels**

Le sommet de Berlin marque une avancée de taille pour l'Union. L'impasse née de l'échec des deux référendums en France et aux Pays-Bas a enfin trouvé une issue. Alors que la crise évoquée a été surestimée – la réussite de l'Union réside notamment dans sa capacité à aller de l'avant en dépit de circonstances délicates – les réformes constituaient un passage obligé après les deux plus importantes vagues d'élargissement de l'Union, doublant virtuellement le nombre d'États membres. Les institutions se devaient d'être renforcées, tant sur le plan législatif que de la responsabilité budgétaire; le Conseil se devait de suivre un processus décisionnel plus rationnel afin de répondre aux besoins d'une Union élargie; enfin, l'Union se devait de s'adapter afin de concrétiser son ambition de peser de manière significative sur la scène internationale. Le sommet de Berlin a permis de répondre à ces exigences grâce à un train de réformes réduit principalement axé sur les grandes réformes prévues par le Traité constitutionnel.

### **Le nécessaire renforcement de l'efficacité de l'administration**

Sur le plan de la gouvernance européenne, l'attention se focalise essentiellement sur l'architecture constitutionnelle de l'Union. Toutefois, si la vue d'ensemble revêt toute son importance, il convient de ne pas négliger les autres aspects plus spécifiques. La démission de la Commission Santer a soulevé de graves questions quant à la capacité de la Commission à



jouer son rôle de gardienne des traités. Les enquêtes du Parlement européen et du Comité des sages (1999) ont abouti au lancement d'un vaste processus de réforme et les deux Commissions qui se sont succédé depuis se sont toutes deux efforcées de mettre en œuvre les adaptations requises.

L'un des principaux dangers qui guette l'Union européenne réside dans la tentation des États membres de déléguer de nouvelles missions aux institutions européennes sans forcément garantir l'apport des ressources nécessaires pour les mener à bien en toute efficacité, avec à la clé espoirs déçus, désillusions et rancœur.

### **Les limites des frontières de l'Union**

Les frontières font naître un sentiment d'appartenance et d'identité, délimitant les possessions tout en offrant une protection. Sans elles, aucune société et aucune économie ne seraient possibles – elles font partie intégrante du processus politique. En Europe, les frontières ont connu des modifications pendant des siècles: aucune définition ne précise clairement son origine et ses limites. Si les frontières occidentales et septentrionales semblent bien établies, il n'existe aucun consensus quant aux frontières orientales de l'Europe. Le scientifique allemand Hartwig Hummel est d'avis que les frontières européennes ne sont pas figées dans le temps et sont au contraire des constructions historiques parfois amenées à évoluer.

Dans le cas des frontières de l'Union européenne, les États membres sont réunis par un intérêt commun, reposant sur des valeurs partagées, héritées d'une histoire et de traditions communes. Celles-ci créent un sentiment d'appartenance et aucune action ne saurait être envisagée sans une compréhension mutuelle des valeurs communes. Il se peut donc que la force qui découle d'une vision partagée soit suffisante pour déterminer l'origine et les limites de l'Europe sur le plan géographique; et c'est assurément le cas de l'Union européenne.

Les arguments avancés jusqu'ici indiquent une transition rapide des priorités de l'UE, passant de la construction à l'action institutionnelle face aux défis mondiaux. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'Europe a perdu du temps au cours des cinq années de processus constitutionnel, négligeant quelque peu de s'adapter rapidement à un monde caractérisé par une âpre concurrence économique, des menaces stratégiques cruciales et des évolutions constantes sur le plan culturel et technologique.

Face à de tels objectifs, il semble manifeste que l'heure de fixer les frontières de l'Union approche, offrant à ses citoyens la possibilité de ressentir une véritable identité européenne. De la sorte, il serait possible de concentrer les efforts sur les défis à venir, sans se laisser distraire en permanence par la possibilité d'élargir le territoire de l'Union et d'éventuellement réduire sa capacité à agir comme un partenaire mondial digne de ce nom. La fixation des frontières ne marquerait pas la fin du processus d'élargissement, mais cela inciterait davantage l'Union européenne à privilégier ses propres intérêts – sa capacité d'intégration – au lieu de permettre l'adhésion de tout pays qui en émet le souhait.

## OPTIONS POLITIQUES

### Changements d'attitude vis-à-vis des gouvernements

Pour relever ces défis, l'Union européenne devra trouver une réponse aux changements d'attitude à l'égard des organes gouvernementaux de toutes sortes.

- Les institutions politiques subissent de plein fouet de la perte croissante de respect envers l'autorité. Le consensus général sur les grandes orientations politiques rend le résultat des élections moins important de prime abord, ce qui explique peut-être, à quelques rares exceptions près, les taux toujours plus faibles de participation aux élections.
- Dans un monde globalisé fondé sur l'économie numérique, l'élément le plus essentiel sera l'individu. Cela étant, l'éthique bureaucratique de l'Union européenne et de ses États membres devra s'adapter afin de réactualiser la gouvernance européenne. Les citoyens se tournent vers les nouvelles technologies pour demander des comptes aux dirigeants politiques, pour discuter d'idées et pour faire campagne en faveur de changements politiques. Les blogs sont de plus en plus souvent utilisés pour diffuser des opinions et recruter des partisans; les manifestations sont mises sur pied en très peu de temps par l'envoi de courriers électroniques et de minimessages; les groupes de pression «virtuels» remplacent les associations traditionnelles dans leur rôle de principal vecteur d'action politique.
- Les États-nations d'Europe continuent de former le principal repère d'identification de la majorité de la population, et il devrait encore en être ainsi à l'avenir, ce qui est nécessaire pour la bonne administration. Toutefois, l'idée de disperser le pouvoir politique entre différents niveaux exécutifs, si nécessaire, – par exemple, le niveau européen pour certaines politiques, et les organes régionaux/locaux pour d'autres - voire de retirer ni plus ni moins cette prérogative aux gouvernements pour la confier à des organes privés, qu'ils s'agissent d'organisations commerciales ou de bienfaisance ou d'individus – fait son chemin. Il s'ensuit que les gouvernements de tous types évoluent dans un environnement concurrentiel d'influence et de pouvoir.

### Le processus d'élargissement

Tout futur élargissement soumettra la gouvernance de l'Union à un défi d'envergure. Chaque élargissement a d'importantes répercussions sur les quatre aspects évoqués et ne doit pas être pris à la légère. L'Union européenne doit veiller à ne pas viser trop haut – en construisant une Europe si vaste qu'elle serait dans l'incapacité de tenir ses engagements. La capacité d'action de l'Union ne peut en aucun cas être sacrifiée sur l'autel de l'élargissement.

Potentiellement, un élargissement bien négocié peut permettre d'élargir la zone d'État de droit et de respect des droits de l'homme, renforçant la nature démocratique des nouveaux membres; il peut étendre le marché intérieur, contribuant dès lors à consolider la stabilité économique et favoriser la prospérité; il peut enfin contribuer à donner à l'Europe plus de poids sur la scène internationale. En revanche, un élargissement mené à la hâte, mal préparé et convenu sans accord sur les valeurs communes et les objectifs futurs ne peut que nuire de manière irrévocable à la capacité d'action de l'Union. Toute analyse critique des mérites de chaque candidature doit comprendre une évaluation minutieuse de la capacité d'intégration de l'Union à cet instant et concernant cette candidature précise.

Tout en reconnaissant que les pays européens jouissent, conformément aux traités, du droit de demander leur adhésion à l'Union, il devient nécessaire de définir clairement les frontières de l'Union de manière à lui donner les moyens de relever les défis qui l'attendent, de préserver la cohésion interne et d'intégrer les Balkans occidentaux. Une fois cette étape franchie, il est proposé de laisser s'écouler une période considérable – peut-être une quinzaine d'années – avant d'engager de nouvelles négociations d'adhésion. Parallèlement, l'Union devra mettre au point une politique de voisinage spécifique et cohérente afin de maintenir des relations stables, prospères et coopératives avec les pays concernés.

### **Les rouages institutionnels**

D'importantes modifications ont été apportées à la structure de l'Union ces vingt dernières années – avec pas moins de quatre traités et un cinquième qui devrait être finalisé et ratifié par les 27 États membres dans l'année. Personne n'aurait pu prédire une telle évolution ni les répercussions de ces changements.

Toutefois, pour les citoyens de l'UE, il serait judicieux de marquer une pause sur le plan des changements institutionnels, ce qui leur permettrait de se faire une idée plus précise des responsabilités de l'Union, mais aussi des actions concrètes que celle-ci entreprend pour faire face aux grands défis mondiaux à venir. Par conséquent, tous les changements futurs à apporter aux rouages institutionnels de l'Union européenne doivent uniquement servir à renforcer l'efficacité et la transparence des missions qui incombent à l'Union.

Pour contribuer à l'efficacité des actions de l'Union sur la scène internationale, le recours à une forme plus flexible de «coopération renforcée» devrait permettre de rendre le processus d'élaboration des nouvelles politiques plus facilement réalisable et plus admissible. La coopération renforcée de ceux qui le souhaitent et s'en sentent capables encouragerait les États à rechercher la collaboration dans les domaines pour lesquels il existe une demande concrète, sans pour autant être contraints à coopérer dans les domaines où ils préfèrent faire cavalier seul.

### **L'efficacité de l'administration**

La compétence et l'efficacité administratives des politiques communautaires doit bénéficier d'une attention accrue. Alors que les nouveaux traités en cours de négociation et l'adhésion de nouveaux pays (comme la Bulgarie et la Roumanie) sont autant d'écrans de fumée détournant l'attention des affaires quotidiennes, les citoyens de l'Union veulent s'assurer que les deniers publics sont utilisés à bon escient et souhaitent être impliqués dans les débats et les décisions communautaires.

L'Union doit intensifier le recours aux nouvelles technologies, notamment l'internet, afin de faciliter la participation des Européens à ses activités, tant sur le plan de l'élaboration des politiques que du processus décisionnel. Les défis futurs permettront de débattre des grands enjeux en impliquant tous ceux qui souhaitent faire entendre leur voix.

## **Le rôle vital du «Partenariat transatlantique» dans un monde multipolaire**

### **ANALYSE**

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes penchés sur les nouveaux défis mondiaux et avons analysé en détails quatre thèmes de préoccupation majeurs pour les vingt prochaines années. Des politiques novatrices devront voir le jour et différents acteurs intégrer le système mondial étant donné la nature de plus en plus multipolaire des relations internationales. Chine, Russie, Inde, Moyen-Orient et Afrique compteront sans aucun doute parmi les régions d'importance géographique. S'il est vrai que, par essence, les enjeux politiques analysés précédemment sont à envisager sur le long terme et exigeront une coopération renforcée au niveau européen, il est tout aussi indéniable que leur maîtrise du côté occidental passe par la consolidation du partenariat transatlantique. Quel est donc actuellement l'état de ces relations et quelle importance revêtent-elles pour 2025?

Les relations transatlantiques ont connu une dégradation sans précédent à la suite du profond désaccord qui a opposé les États-Unis et certains de ses alliés européens à propos de la guerre en Iraq. La fin de la guerre froide et le démantèlement de l'Union soviétique avaient mis à jour des deux côtés de l'Atlantique des valeurs et des intérêts diamétralement opposés, jusqu'alors masqués par l'impérieuse nécessité de faire front contre un ennemi commun. Lentement mais sûrement, les routes des deux partenaires se séparaient et l'ombre d'un possible divorce planait. On craignait alors que l'Europe ne se livre au plus offrant en négligeant ses liens privilégiés avec les États-Unis pour se livrer à un bilatéralisme à la carte servant des intérêts contradictoires.

Toutefois, en 2005, les relations transatlantiques ont retrouvé quelque peu de courtoisie et d'humilité. Des deux côtés de l'Océan, les dirigeants ont consenti de nombreux efforts pour dépasser cet épisode douloureux de l'histoire du partenariat transatlantique pour lequel il existe un véritable attachement, comme en témoigne ce rapprochement. En effet, en dépit d'indéniables divergences, seuls les Européens et les Américains continuent de partager des valeurs et des intérêts essentiels. Compte tenu des nombreux liens et affinités politiques et culturelles qui les unissent, ils restent des alliés naturels.

Ces sympathies n'ont toutefois pas été le facteur essentiel du rapprochement transatlantique. En réalité, dirigeants européens et américains en sont venus à constater que la rapide mutation de l'environnement mondial faisait peser les mêmes menaces sur leurs deux régions et que les intérêts en jeu étaient eux aussi identiques. Autrement dit, contrairement à l'image qui prévaut dans l'opinion publique, les priorités politiques plus générales semblent plutôt converger que s'opposer: des deux côtés de l'Atlantique, responsables politiques, experts et citoyens apparaissent toujours plus unanimes face aux défis stratégiques que leur réserve le 21<sup>e</sup> siècle.

S'ils apprécient toujours les avantages et les opportunités que leur offre la mondialisation, Européens et Américains éprouvent également un malaise à l'égard de certaines de ses «côtés obscurs». Ils s'inquiètent notamment de l'impact socio-économique des changements qui bouleversent l'ordre économique mondial. À titre d'exemple, les conséquences de la concurrence chinoise et indienne sur l'emploi, la sous-traitance ou les régimes de prévoyance sociale figuraient en

bonne place dans les débats tant lors de l'élection du Congrès américain de 2006 que des récentes présidentielles françaises.

Les dirigeants européens et américains sont donc pleinement conscients de la nécessité de disposer d'instruments plus performants pour gérer la mondialisation et ses différents aspects. Tant Washington que Bruxelles ont un intérêt direct à ce que des puissances économiques émergentes telles que l'Inde et la Chine intègrent les institutions internationales et soient du même coup tenues de respecter les règles de l'économie mondiale. En outre, ils conviennent que la reconnaissance et le respect des réglementations, normes et standards par les pays émergents joueront également en leur faveur, que ce soit dans le domaine de l'accès aux marchés, de la propriété intellectuelle ou encore de la sécurité des produits.

On cite régulièrement les enjeux sécuritaires mondiaux comme pierre d'achoppement entre l'Europe et les États-Unis. Si des différences existent effectivement au niveau des priorités et des approches, comme la légitimité et l'utilité du recours à la force armée, les deux camps s'accordent néanmoins sur les points à inscrire à l'ordre du jour: non-prolifération des armes de destruction massive, renforcement de la lutte contre le terrorisme international et soutien à certains États fragiles ou défaillants.

Les citoyens américains et européens n'ont pas attendu la publication du controversé rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) pour exprimer leur inquiétudes face aux conséquences du changement climatique. Ils prennent de ce fait de plus en plus conscience de l'intensification de la concurrence mondiale en matière énergétique et de l'importance stratégique que revêtent la stabilité et la sécurité de l'approvisionnement.

La liste des priorités politiques de nos voisins d'outre-Atlantique est longue et comporte d'autres similitudes avec l'agenda européen. Parmi elles, citons l'instabilité croissante au Moyen-Orient, le processus de paix entre Palestiniens et Israéliens, le déblocage des négociations sur la libéralisation actuellement dans l'impasse, le programme de développement mondial ou encore la promotion des valeurs démocratiques et des principes de bonne gouvernance.

Le débat sur la consolidation du partenariat transatlantique fait fréquemment l'impasse sur un aspect des relations entre les deux régions. Les États-Unis et l'Europe connaissent depuis le début des années 90 une période d'intégration économique sans précédent, intégration qui a donné naissance à une économie transatlantique de facto. Malgré l'émergence de la Chine ou de l'Inde dont il est fait grand cas, les deux puissances restent des partenaires commerciaux privilégiés en termes d'investissements étrangers directs. Leurs relations commerciales se chiffrent à trois milliards de dollars par an et leur interdépendance résulte davantage du volume d'investissement étrangers et des opérations entre entreprises affiliées (la forme la plus avancée d'intégration économique) que des échanges bilatéraux (une forme d'intégration plus superficielle). En réalité, les échanges transfrontaliers ne représentent que 20 % du commerce transatlantique.

Les flux d'investissement entre l'Europe et les États-Unis sont nettement plus importants que leur investissements en Chine, en Inde ou ailleurs. Il en va de même pour le chiffre d'affaires et les bénéfices générés par les entreprises américaines en Europe et inversement. Sans compter que l'économie transatlantique représente quatorze millions d'emploi de part et d'autre de l'océan.

Conséquence de cette intégration économique poussée, les décisions en matière de politique et de réglementation prises d'un côté de l'Atlantique ont des répercussions sur les entreprises et les consommateurs du rivage opposé. Cependant, la sphère politique ne semble pas encore avoir pris la juste mesure de cette donnée économique et le projet visant à fixer un cadre de coopération politique et réglementaire entre l'Union européenne et les États-Unis n'en est pour l'instant qu'au stade embryonnaire.

Comme Joseph Quinlan l'a démontré, les marchés transatlantiques sont les moteurs du processus de mondialisation. Compte tenu du niveau d'intégration de leurs économies, les États-Unis et l'Europe auraient tout à perdre d'une fracture transatlantique. Leur prospérité économique et leur sécurité sont en effet trop étroitement liées et aucune des deux puissances ne peut par conséquent tenir l'économie transatlantique pour un fait acquis. En réalité, la consolidation de ce phénomène d'intégration économique servira leurs intérêts communs, non seulement en stimulant la croissance économique et la prospérité de la zone transatlantique, mais aussi en la préservant d'un accroissement des déséquilibres commerciaux avec les pouvoirs économiques émergents et de la volatilité de l'économie mondiale qui accompagnera leur montée en puissance.

Dans le but de maintenir la prédominance de l'économie transatlantique et de lui permettre d'atteindre son plein potentiel, il importe de renforcer la coopération en matière de politiques économiques et réglementaires et de supprimer les barrières non tarifaires au commerce et aux investissements, c'est-à-dire de prendre les mesures nécessaires à l'achèvement du marché transatlantique. À ce titre, l'accord-cadre visant le renforcement de l'intégration économique transatlantique, adopté en 2007 lors du sommet UE/États-Unis, constitue une avancée importante. Néanmoins, il faudra pour assurer le succès de cette initiative à long terme une impulsion politique constante et un suivi de la part des plus hautes autorités politiques.

De par leurs valeurs et leurs intérêts communs, leurs liens politiques et économiques étroits et le succès de leur coopération historique, les pays de l'Union européenne et les États-Unis apparaissent comme des alliés naturels, et obligés, face aux défis mondiaux qui se posent à eux. Aucun d'eux ne peut espérer agir seul et les relations qu'ils entretiennent avec des pays tiers sont trop superficielles pour offrir les mêmes perspectives de succès que le partenariat transatlantique.

Les partenaires transatlantiques occupent une position stratégique pour affronter les enjeux à venir. Dans un avenir prévisible, la suprématie politique, économique et militaire des États-Unis au niveau mondial demeurera incontestée. Quant à l'Union européenne, elle peut se prévaloir d'être à l'heure actuelle l'économie intégrée la plus importante au monde. Ensemble, les deux puissances représentent plus de 40 % du PNB mondial et jouissent d'une position de premier plan et d'une influence considérable au sein d'organisations internationales telles que les Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Lorsqu'elles définissent des normes et des réglementations communes, elles contribuent fréquemment à établir une nouvelle «règle d'or» mondiale. Enfin, elles sont les plus grands donateurs d'aide au développement et exercent une forte influence politique de par le monde.

Au vu de tous ces éléments, le partenariat transatlantique, bénéfique aux deux parties, doit couvrir de nombreux domaines. Le succès des mesures qui seront prises pour contrer les menaces exposées plus haut dépendra de l'intensification de la coopération UE-États-Unis et, par conséquent, de la volonté des responsables politiques respectifs. Des obstacles non négligeables subsistent toutefois de part et d'autre de l'Atlantique.

Parmi ceux-ci, certains concernent directement les questions examinées dans le chapitre précédent. L'Union européenne serait plus efficace si elle parvenait à occuper une place plus importante sur la scène internationale et de ce fait un partenaire mondial pour les États-Unis. Pour atteindre cet objectif, il lui faudra consolider ses structures institutionnelles, ses procédures de décision et ses compétences en particulier dans le domaine de la politique étrangère. Les États-Unis devront quant à eux céder un peu de leur autorité pour construire une relation d'égal à égal. Mais le principal obstacle à cette entreprise est le fait que les dirigeants américains ont toujours eu tendance à ne considérer les relations transatlantiques qu'à travers le prisme quelque peu réducteur du bilatéralisme et/ou de l'OTAN, centré sur la sécurité collective.

Ces deux aspects révèlent une faiblesse d'ordre plus structurel dans les relations UE- États-Unis. D'un côté, les relations entre l'OTAN et l'Union européenne doivent être restaurées et restructurées et peu de progrès ont été accomplis sur ce point. De l'autre, les deux puissances ne disposent à ce stade ni d'une base solide, ni d'un cadre général indispensables à une coopération structurée. Ce second élément est probablement le plus déterminant étant donné les nombreux enjeux qui se présentent aux partenaires transatlantiques. Le nouvel agenda transatlantique adopté en 1995 n'a pas permis de mettre cette coopération en place, en particulier parce que ses dispositions n'ont été que partiellement appliquées, et est aujourd'hui sérieusement dépassé. Il existe une pléthore de dialogues ponctuels ou sectoriels et de forums d'échanges et de collaboration, mais un partenariat efficace exige des structures de coopération permanentes et organisées, seules capables de garantir un contrôle politique au plus haut niveau.

Enfin, il sera nécessaire de s'attaquer à certaines divergences d'intérêts et d'approches qui existent indubitablement entre les États-Unis et l'Union européenne, qu'elles trouvent leur origine dans des particularités culturelles ou géographiques. Par exemple, l'Union européenne perçoit ses relations avec la Chine comme essentiellement économiques, alors que les États-Unis la considèrent pour leur part comme une menace politique et sécuritaire à cause de son rôle régional et de ses engagements vis-à-vis du Japon et de Taiwan. D'autres différences existent, mais elles sont en réalité exacerbées par des discours exagérément moralisateurs, qu'il s'agisse des positions à propos de la peine de mort ou des OGM.

## **OPTIONS POLITIQUES**

Si les relations bilatérales que l'Union européenne entretient avec des pays tiers ne doivent certainement pas être négligées, celles-ci ne peuvent toutefois se trouver sur un pied d'égalité et l'Union doit maintenant s'assurer que son partenariat avec les États-Unis s'étend à l'ensemble de ses activités. En travaillant main dans la main, Washington et Bruxelles peuvent établir des relations privilégiées avec d'autres alliés de premier plan comme le Japon ou l'Inde pour relever les défis à venir.

Afin de donner corps à cette stratégie mondiale commune, des mesures spécifiques s'imposent à nous:

- Prendre conscience de l'émergence d'un monde multipolaire: le partenariat transatlantique est désormais plus nécessaire que jamais pour promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Occident et en particulier pour définir une stratégie commune face aux défis mondiaux;
- Garantir l'efficacité de la coordination OTAN/États-Unis/Union européenne, espace de rencontre avec des alliés tiers, pour répondre aux défis mondiaux; cette mesure pourrait s'accompagner d'une réforme significative des Nations unies;
- Favoriser systématiquement les actions menées conjointement par l'Union européenne et les États-Unis, en particulier dans le cadre des forums régionaux et internationaux; rédiger un traité de partenariat en ce sens;
- Achever le marché transatlantique pour 2015 afin d'intensifier les échanges bilatéraux et de stimuler la croissance de l'économie mondiale;
- Établir une solide coopération énergétique et environnementale afin d'encourager la concertation à l'échelle internationale;
- Garantir que la question des États en déliquescence soit une priorité pour la coopération UE-États-Unis. Le développement d'une telle approche pourrait favoriser une révision des opérations en matière d'aide étrangère européenne et américaine afin de créer des moyens beaucoup plus solides pour la projection de la coopération UE-États-Unis et de l'engagement dans ces contextes et dans un cadre plus large.
- Élaborer un projet de stratégie commune en matière de sécurité sur la base des textes existants (USA 2006/EU 2003) et le coupler à la révision des missions stratégiques de l'OTAN;
- Élaborer un projet de stratégie conjointe fondée sur les textes existants (US 2006/ UE 2003), et l'associer à la révision du concept stratégique de l'OTAN;
- Enfin, reconnaître la nécessité de promouvoir une réforme significative des Nations unies, afin que celle-ci reflète un équilibre des intérêts différents en 2025, à l'échelle mondiale.



## V: Conclusions

Il est impossible de se faire une idée précise des conditions dans lesquelles nous évoluerons en 2025. Le présent document met toutefois en exergue une série de tendances que les dirigeants politiques européens ne peuvent ignorer. Il détaille l'importance de chacune de ces tendances avant de présenter en guise de conclusion les options qui s'offrent aux responsables des programmes politiques des partis. Le document souligne les éléments suivants:

- Les débats menés sur les grands enjeux évoluent à une vitesse asymétrique et on assiste à une transition des aspects constitutionnels vers les défis mondiaux à venir; les changements s'opèrent de plus en plus rapidement; l'Europe donne l'impression de ne pas s'y adapter assez rapidement.
- Ces défis auront des répercussions profondes et pluridimensionnelles. Résolument ancrés dans un horizon à long terme, ils ne pourront être relevés grâce à des mesures orientées vers le court terme.
- Dans l'environnement international en pleine évolution qui est le nôtre, aucun État membre n'est en mesure d'apporter une réponse seul. L'UE doit jouer un rôle de premier plan afin d'aider ses citoyens à comprendre ce que ces défis signifient pour eux, et les encourager à envisager l'avenir avec optimisme et confiance. Dans un monde multipolaire, l'Europe doit entretenir des relations avec tous les acteurs, mais le renforcement des liens transatlantiques sera essentiel si elle entend relever ces défis, plus particulièrement en matière d'économie, d'énergie et d'environnement, mais aussi de sécurité. Il est essentiel de doter le partenariat transatlantique d'une nouvelle structure.
- Dans un monde globalisé fondé sur l'économie numérique, l'élément le plus essentiel sera l'individu. Cela étant, l'éthique bureaucratique de l'Union européenne et de ses États membres devra s'adapter afin de réactualiser la gouvernance européenne. Les citoyens se tournent vers les nouvelles technologies pour demander des comptes aux dirigeants politiques, pour discuter d'idées et pour faire campagne en faveur de changements politiques.
- L'UE devrait diminuer l'attention qu'elle consacre à l'extension de ses frontières orientales. Il conviendrait en effet de fixer les frontières de l'Union et de lui permettre de prendre le temps de consolider sa cohésion interne. L'Union européenne devrait consacrer davantage de temps et d'efforts aux questions urgentes qui ne peuvent plus attendre, et plus spécifiquement dans les domaines suivants:
  - Compétitivité sur la scène mondiale: il est nécessaire de procéder à une révolution radicale sur le plan des TI dans les secteurs de l'éducation, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, en insistant plus particulièrement sur la concurrence au sein du secteur éducatif.
  - Démographie et immigration: les changements auront de profondes répercussions sur tous les aspects de la vie d'une population européenne vieillissante – pensions, transports, logement, etc.; il

faut en particulier reconnaître la nécessité d'apporter des adaptations au marché du travail en faveur du travail à temps partiel et de renforcer la sélectivité des politiques migratoires;

- **Terrorisme et sécurité:** nous devons garantir la survie de la démocratie occidentale et mettre en évidence la vraie nature des idéologues radicaux, en insistant plus particulièrement sur la promotion des liens interculturels, etc. L'Union doit continuer d'accorder la priorité à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde entier.
  - **Énergie et environnement:** nous devons relever le défi du changement climatique en encourageant la recherche et l'investissement dans les nouvelles technologies, susceptibles d'améliorer notre mode de vie et notre environnement en Occident. Il est urgent de développer de nouvelles technologies telles que la pile à hydrogène pour permettre de renforcer l'indépendance de l'Europe à l'égard du Moyen-Orient et de la Russie sur le plan de la sécurité d'approvisionnement. L'énergie nucléaire doit regagner les faveurs de l'opinion publique et faire l'objet d'un nouveau consensus.
- Soulignons que ces défis sont inextricablement liés entre eux. L'innovation est liée à la démographie et à l'immigration; l'immigration est liée au terrorisme et aux questions de sécurité; la sécurité est liée aux enjeux écologiques et énergétiques.
  - Enfin, si cet exercice a pu contribuer à faire prendre conscience aux décideurs politiques des dangers qui nous guettent, il devrait faire l'objet de réévaluations à intervalles réguliers compte tenu de l'évolution vraisemblable des relations entre les différents enjeux au fil du temps... 2012?

## **Réseau européen d'idées**

PPE-DE, Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles, Belgique

**[www.ein.eu](http://www.ein.eu)**